

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



LA GÉNÉALOGIE DE DAVID GALULA: VOYAGE AUX ORIGINES DE LA PENSÉE CONTRE-INSURRECTIONNELLE

Lieutenant-Colonel R. Vandomme

JCSP 36

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the
Minister of National Defence, 2010, 2014.

PCEMI 36

Maîtrise en études de la défense

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le
ministre de la Défense nationale, 2010, 2014.

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES
JCSP 36 – PCEMI 36
2009 – 2010

MASTER OF DEFENCE STUDIES – MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

**LA GÉNÉALOGIE DE DAVID GALULA: VOYAGE AUX ORIGINES DE LA
PENSÉE CONTRE-INSURRECTIONNELLE**

Par le Lieutenant-Colonel R. Vandomme

“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

Word Count: 26 143

“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”

Compte de mots : 26 143

Table des Matières

Introduction.....	3
1 Les Trois David	7
1.1 David Petraeus.....	7
1.2 David Kilcullen	9
1.3 David Galula (1919 – 1967).....	13
2 Les contemporains de David Galula.....	20
2.1 Le contexte	20
2.2 Roger Trinquier (1908 – 1986)	23
2.3 Antoine Argoud (1914 – 2004).....	28
2.4 Jacques Hogard (1918 – 1999).....	29
2.5 Jean Némó	34
2.6 Charles Lacheroy (1906 – 2005).....	38
3 Les origines.....	45
3.1 Hubert Lyautey (1854 – 1934).....	45
3.2 Joseph Gallieni (1849 – 1916)	50
3.3 Thomas Bugeaud (1784 – 1849).....	53
4 Les causes	56
4.1 Ho Chi Minh (1890 – 1969).....	56
4.2 Mao Zedong (1893 – 1976).....	60
5 Aux sources philosophiques de la pensée révolutionnaire	65
6 Synthèse.....	70
Conclusion	72
Bibliographie.....	75

Résumé

Confronté aux réalités du terrain, en Irak et en Afghanistan, le général David Petraeus a repensé les fondements de la doctrine contre-insurrectionnelle en forçant les stratèges américains à redécouvrir les théories des guerres contre-révolutionnaires et antisubversives. Dans son approche, David Petraeus se réfère ouvertement à David Galula qu'il considère être le « Clausewitz du XX^e siècle ». Cette étude tend à démontrer que David Galula est le « passeur » d'idées plus anciennes, le point focal d'une école de pensée française de la contre-insurrection. Ses contemporains que sont Trinquier, Argoud, Hogard, Némoy et Lacheroy, et avant eux les pionniers de la pacification que sont Lyautéy, Gallieni et Bugeaud, en avaient déjà jeté les bases, établissant une véritable filiation entre la contre-insurrection américaine moderne et l'école française de contre-révolution.

Introduction

Exception dans le paysage des dirigeants et des penseurs militaires nord-américains, le général David Petraeus, confronté aux réalités du terrain et à l'enlèvement des troupes en Irak et en Afghanistan, a vite compris le besoin vital de repenser les fondements doctrinaux de la guerre antiterroriste. Le fruit de son expérience et de sa réflexion influencera grandement la doctrine contre-insurrectionnelle américaine plus connue sous la dénomination de COIN, abréviation de COunter-INSurgency (Contre-Insurrection), et deviendra la « doctrine Petraeus ».

Le concept de contre-insurrection avait jusqu'alors perdu tout intérêt, au profit des doctrines militaires conventionnelles et était considéré comme périmé, ou tout du moins très périphérique. Cependant, l'absence d'options viables pour contrer les diverses insurrections djihadistes ont forcé les stratèges américains à redécouvrir, à travers le général Petraeus, les théories de la guerre révolutionnaire et de la lutte antiterroriste. Pour cela, ils sont allés chercher dans les souvenirs et les archives des puissances coloniales qui avaient, en leur temps, été confrontées aux insurrections communistes et nationalistes.

C'est au Viêt-Nam, au traumatisme de la « sale guerre » et de son échec, que les cercles dirigeants américains doivent leur désamour vis-à-vis des doctrines contre-insurrectionnelles. Pas plus que les français en Indochine puis en Algérie, l'ampleur des moyens physiques engagés n'aura permis de venir à bout de l'influence des idées révolutionnaires. Encore pire, la lutte antiterroriste aura été associée, dans l'imagerie populaire, à la propagande, à la manipulation politique, au mensonge et à la torture. La récupération de certains aspects répressifs de la lutte contre-insurrectionnelle par les dictatures sud-américaines n'en a qu'accélééré la défiance¹.

Dès l'engagement des opérations « Liberté Immuable » en 2001 et « Liberté pour l'Irak » en 2003, en punissant durement les terroristes et en réprimant les insurrections par des bombardements et des opérations spéciales, l'administration américaine a montré sa défiance pour une approche douce de la COIN, au profit de ses aspects les plus répressifs. Les centres de détention de Guantanamo et de Bagram, ainsi que le scandale d'Abou Ghraïb, ont fortement

¹ Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, Paris, La Découverte, 2008.

secoué les opinions publiques occidentales et amplifié le sentiment anti-occidental dans le monde arabe.

De nombreux experts, familiers des autres aspects de la COIN, et avocats d'une stratégie inclusive du « terrain humain », ont commencé de réfuter le concept de « guerre globale contre la terreur », pour lui préférer les concepts de « Guerre longue » ou de « contre-insurrection globale ».

Le regain d'intérêt pour une intégration des facteurs culturels, politiques, économiques et sociaux contribue alors à une notoriété accrue du spécialiste français David Galula et de son continuateur australien David Kilcullen. Le troisième David, Petraeus en devient le chantre et le partisan de son adaptation aux théâtres irakiens et afghans.

Face au Goliath du conformisme de la guerre conventionnelle et de l'application brutale de la force, ils préconisent un savant dosage de répression et de séduction, seul capable de faire face à un conflit asymétrique². Ils ont cependant dû faire face au débat des sociétés occidentales, appelées à autoriser le déploiement de contingents militaires. Ces débats ont montré, si besoin était, les craintes de dérive et d'enlèvement, mais aussi l'aversion pour les pertes humaines et la trop grande confiance en la supériorité militaro-technique, elle-même source d'asymétrie. Ces craintes dissuadent de rechercher l'engagement rapproché au sein des populations.

Et pourtant, la lecture des livres d'Histoire, qui semble souvent faire défaut, nous rappelle que les idées de contre-insurrection ne sont pas nouvelles. Si D. Petraeus et D. Kilcullen ont récemment redécouvert D. Galula, celui-ci a été le catalyseur et le « passeur » d'idées bien plus anciennes. Non seulement D. Galula a été le témoin de nombreuses expériences insurrectionnelles, mais il a aussi fait partie du creuset de la réflexion contre-révolutionnaire, contemporain des théoriciens de l'école française. Ceux-là mêmes, tous soldats des Troupes de Marines, étaient les héritiers des guerres coloniales et des théoriciens de la « pacification ». Mais c'est à l'origine de la

² Il est important de distinguer dissymétrie (disparité capacitaire) et asymétrie (concept stratégique) qui souvent en résulte. Voir pour cela le remarquable ouvrage de Jacques Baud, « La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur » (Éditions du Rocher, 2003). « Les stratégies asymétriques visent davantage à influencer et à infléchir qu'à conquérir » (p. 107).

guérilla, pendant la campagne d'Espagne de 1808, qu'il faut chercher les sources de la réflexion contre-insurrectionnelle.

Une compréhension achevée de la théorie contre-insurrectionnelle ne peut s'affranchir d'une étude, même succincte, des origines de l'insurrection à travers les théories de la guerre révolutionnaire. Si les théoriciens français des années 50-60 se sont révélés, c'est parce qu'ils se sont trouvés confrontés aux héritiers des théories révolutionnaires d'inspiration Marxiste-Léniniste.

Au-delà des théories Marxistes, c'est une étude de l'histoire des idées qui permettra enfin de saisir vraiment l'essence des conceptions actuelles, de ce qu'elles ont ajouté aux fondamentaux de ce corpus intellectuel existant, mais aussi ce qu'elles ont ignoré, laissé en route ou omis de reprendre.

C'est dans ce cadre que cette étude va proposer un voyage dans le temps, une remontée aux sources de la pensée contre-insurrectionnelle. Après avoir brièvement décrit le contexte actuel de la COIN à travers D. Petraeus et D. Kilcullen, nous nous attacherons à comprendre l'expérience et la réflexion de D. Galula. Puis nous étudierons les contemporains de D. Galula, les théoriciens de l'école française de la guerre contre-révolutionnaire : le taciturne Roger Trinquier, le frère ennemi aux réflexions si proches mais aux méthodes si différentes ; le rigide Antoine Argoud animé d'un idéal quasi mystique ; le discret Jacques Hogard si précis dans ses analyses ; le prolix Jean Némou si habile à théoriser ; et enfin le flamboyant Charles Lacheroy, vainement promis à une brillante carrière. Nous trouverons ensuite les origines de la contre-révolution dans le concept de pacification, mis en œuvre par les grands colonisateurs : Hubert Lyautey dont la grandeur d'âme n'a d'égale que la générosité ; et son maître à penser, Joseph Gallieni, le visionnaire à la rectitude morale inflexible. Enfin c'est aux sources de la petite guerre, en Espagne, que nous suivrons Thomas Bugeaud, jeune grenadier devenu général et bâtisseur d'empire, qui découvre que l'application brutale de la force ne conduit pas forcément à la victoire.

Puis nous suivrons le chemin des idées révolutionnaires, celles qui ont forcé la théorisation de la contre-insurrection. Là encore nous commencerons avec un contemporain de D. Galula, Ho-Chi-Minh, l'égérie de la guerre insurrectionnelle qui aura tenu tête et défait deux puissances

militaires majeures. Puis nous remonterons à son inspiration asiatique avec Mao Zedong, le premier à avoir exécuté avec succès une guerre révolutionnaire d'inspiration Marxiste-Léniniste.

Et c'est à partir de Lénine, Marx et Hegel que nous remonterons brièvement le chemin des idées révolutionnaires, jusqu'à Platon, en passant par Gémisthe Pléthon, Héraclite et Xénophon ; ouvrant la voie à un travail plus approfondi dans l'étude de l'histoire des idées.

Nous démontrerons ainsi que, comme nous l'avons précédemment suggéré, les idées de contre-insurrection ne sont pas nouvelles et que David Galula aura été le catalyseur et le passeur d'idées bien plus anciennes, et que la doctrine de contre-insurrection US découle, en plus ou moins droite ligne, d'un héritage intellectuel développé par des théoriciens français.

1 Les Trois David

Les règles en 8, 14 ou 28 points.

Cette première partie va nous permettre une mise en contexte de la doctrine contre-insurrectionnelle US telle que vécue à l'heure actuelle, à travers David Petraeus sur un plan opérationnel et David Kilcullen sur un plan plus tactique. Tous deux se réclamant de l'influence de David Galula, nous survolerons également la carrière, les réflexions et les expériences de celui-ci, afin de poser les bases de l'étude.

1.1 David Petraeus

David Petraeus est à la tête de la 101^{ème} division aéroportée lors de l'opération « Iraqi Freedom ». Il se voit ensuite confier la responsabilité de la région de Mossoul. S'inspirant ouvertement des écrits de D. Galula, il stabilise la zone et gagne le respect des élites locales. Par la suite il supervise, au Centre d'études interarmes, la rédaction du manuel FM 3-24. Comme l'a fait David Galula et comme le fait David Kilcullen, David Petraeus détaille sa théorie en plusieurs points. 14 points, pour la « doctrine Petraeus ». Comme D. Kilcullen, D. Petraeus insiste sur l'aspect vital de l'appui de la population civile au travers de moyen coercitifs (rétablissement de la sécurité) et non coercitifs³ (tisser des liens avec les civils locaux).



David Petraeus

1 - Ne pas essayer de faire soi-même ce qu'on peut faire effectuer par autrui. Reprise de la maxime de Lawrence d'Arabie. Dans le contexte de l'Irak en 2006, cela revient à encourager les Irakiens à s'auto-administrer, avec assistance américaine.

2 - Agir promptement. Car toute armée de libération a une durée limitée au-delà de laquelle elle se transforme en armée d'occupation. D'emblée, une course contre la montre est engagée. Il faut

³ « De Galula à Petraeus », Cahiers de la recherche doctrinale, Paris, CDEF, 2009.

indemniser les dommages causés pendant les phases de combat et rétablir au plus vite les services publics.

3 - L'argent est le nerf de la guerre. Il est plus important que les munitions lorsqu'il s'agit de reconstruire un pays. Encore convient-il d'en faire usage avec diligence et efficacité, par le canal d'organismes qualifiés, tel le fonds du Commander's Emergency Reconstruction Program (CERP).

4- Augmenter le nombre des bénéficiaires de la reconstruction est essentiel au succès de la contre-insurrection. Plus les Irakiens se sentiront impliqués dans la réussite du nouvel Irak, plus l'armée américaine sera confortée dans sa mission de pacification.

5- Calculer le rapport coût/avantage avant chaque opération. Une victoire tactique immédiate peut avoir une conséquence stratégique catastrophique à long terme. Rien n'est plus regrettable que d'alimenter la cause ennemie à cause d'actions inappropriées.

6- Le renseignement est la clé du succès. Il n'est pas de répression ni de contre-insurrection victorieuses sans de bons renseignements obtenus de sources humaines, dont le recueil, le recoupement et l'interprétation sont toujours ardues.

7- Tout le monde doit faire de la reconstruction d'institutions nationales. Souvent, le personnel des affaires civiles ne suffit pas à la tâche. Il convient de lui détacher, ainsi qu'aux autorités locales, des correspondants provenant de différentes armes ou services.

8- Participer à la refonte des institutions, non seulement, est la responsabilité de tous. Cette observation est directement liée au problème rencontré par le commandement américain lorsqu'il s'est agi de reconstituer les forces irakiennes de sécurité.

9- Avoir conscience des données culturelles de base. Cela démultiplie les capacités d'agir sur son environnement. L'environnement est humain avant d'être géographique. Le sens commun impose de comprendre les fondements de la société.

10- En contre-insurrection, il faut aller plus loin que les seules opérations cinétiques⁴ pour l'emporter. L'objectif est d'instaurer un climat de confiance politique de nature à diminuer le soutien des populations aux insurgés et à discréditer la cause que ceux-ci défendent.

11- Le succès final dépend des leaders locaux. Les leaders d'envergure nationale doivent être invités à désarmer leurs milices, à travailler ensemble, à proposer des initiatives à même de satisfaire les revendications de ceux qui se sentent encore des laissés pour compte. *

12- Le commandant de compagnie ne doit jamais oublier le rôle vital des lieutenants et caporaux. Il est vital que les cadres subalternes soient briefés avant leur déploiement sur zone. Il convient ensuite de réduire les cas où ils auraient à prendre des décisions arbitraires.

13- La flexibilité et la capacité d'adaptation doivent être privilégiées. De jeunes soldats qui avaient reçu peu d'entraînement et de formation ont démontré beaucoup d'initiative, de détermination et de courage.

14- Un chef n'a pas de tâche plus importante que celle qui consiste à donner le ton. S'il n'initie pas à son niveau le volet politique de la contre-insurrection, les subordonnés ne se sentiront pas autant impliqués.

Tels sont les 14 points de la doctrine Petraeus, fondement de la COIN US telle que vécue aujourd'hui et approfondie sur le plan tactique par David Kilcullen.

1.2 David Kilcullen

Nous découvrirons dans les chapitres suivants à quel point cette doctrine a été inspirée par les penseurs contre-révolutionnaires français et leurs prédécesseurs, colonisateurs et pacificateurs. Certains points sont repris pratiquement mot pour mot. On notera en particulier la prise de conscience de la dimension politique de la contre-insurrection.



David Kilcullen

⁴ On distingue les opérations « cinétiques » incluant le mouvement et l'emploi brutal de la force, des opérations « non cinétiques », opérations d'influence essentiellement fondées sur la communication et la gestion de l'information.

Contemporain de D. Petraeus, sur les mêmes théâtres d'opération, mais d'une culture différente, D. Kilcullen synthétise la contre-insurrection à un niveau plus tactique.

Officier dans l'armée australienne, David Kilcullen se passionne pour la théorie de la contre-insurrection dans les années 1990. Il étudie plusieurs insurrections en Asie du Sud-est. Remarqué par le gouvernement australien, puis par Paul Wolfowitz, celui-ci fait appel à son expertise, ce qui lui permet de se rapprocher de D. Petraeus. Il introduit la notion de « guerre longue », qui, nous le verrons, trouve ses origines entre autres avec la « guerre d'usure » de Jacques Hogard. Il réunit dans un ouvrage les 28 articles fondamentaux de la contre-insurrection à l'échelle de la compagnie⁵. Publié dans la *Military Review* (mai-juin 2006) sa théorie, qui prend la suite de la « doctrine Petraeus », est elle aussi marquée par l'héritage de D. Galula. Elle s'appuie sur le fait, déjà introduit par Mao Zedong, que la population est le centre de gravité d'une guerre asymétrique. D. Kilcullen se rattache à la pensée de D. Galula en insistant sur l'importance du terrain humain et une approche globale de la contre-insurrection.

1- Connaître son territoire. Connaître aussi bien la géographie physique et humaine que l'histoire de la zone de déploiement. Bénéficier des observations et si possible d'un briefing de l'unité déployée précédemment.

2- Diagnostiquer le problème. La guerre insurrectionnelle est essentiellement une compétition entre forces régulières et insurgés pour parvenir à mobiliser la population au profit d'un camp ou de l'autre.

3- S'organiser pour recueillir les renseignements. Il faut détacher les éléments les plus brillants de la compagnie dans la section de reconnaissance plutôt que dans les sections de combat. On y perd en puissance de feu, mais y gagne en vies humaines.

4- S'organiser pour mener des opérations en partenariat avec d'autres institutions. Le succès des opérations de contre-insurrection implique de collaborer avec des acteurs divers (gouvernementaux ou non, nationaux ou transnationaux) dont on n'a pas forcément le contrôle. *

⁵ David Kilcullen, "Twenty-Eight Articles: Fundamentals of Company-Level Counterinsurgency", in *Military Review*, 2006.

5- Voyager léger tout en renforçant sa chaîne de soutien logistique. Il faut pouvoir prendre l'insurgé de vitesse, ce qui implique de ne pas se surcharger en armes et équipements pesants. Mais il faut également pouvoir compter sur un soutien en cas d'engagement.

6- Dénicher un conseiller politico-culturel. Ce dernier doit être polyglotte et versé dans les intrigues locales. Il doit sortir des rangs. Il ne faut pas que la fonction soit tenue par le commandant de compagnie ou son conseiller renseignement.

7- Entraîner les cadres subalternes, puis leur faire confiance. Les batailles sont gagnées ou perdues en un instant. Les commandants des petites unités, convenablement briefés, doivent être en mesure de réagir instantanément de leur propre chef.

8- La compétence prime sur le grade. Une centaine de soldats bien armés courra à l'échec sous la conduite d'un chef médiocre, là où une poignée d'hommes réussiront sous la conduite d'un officier compétent.

9- Avoir un plan tactique. Il faut avoir une idée de la manière dont la partie va se jouer lors la phase finale de planification. Pendant celle-ci, le commandant de compagnie doit se représenter l'enchaînement des opérations par lesquelles il remplira ses objectifs.

10- Être présent. Sillonner à pied chaque localité de jour comme de nuit permet d'affirmer son emprise sur la zone, de pouvoir intervenir quand survient un incident et de se rapprocher de la population beaucoup mieux qu'en résidant dans une base éloignée et hermétique.

11- Éviter de réagir de manière disproportionnée à la première impression. Attendre confirmation des faits lorsqu'un incident se produit. Cela permet de conserver l'estime des locaux.

12- Préparer la relève dès le premier jour. Même si cela est fastidieux, le commandant de compagnie doit tenir un journal de marche qui aidera son successeur à poursuivre la mission en entretenant la mémoire collective des opérations au sein de l'unité.

13- Construire des réseaux de confiance. Il faut gagner les cœurs (persuader la population qu'elle a tout à gagner au succès des forces gouvernementales) et les esprits (faire comprendre que les forces régulières sont les plus fortes et qu'elles sont capables d'assurer la sécurité).

14- Commencer par le plus facile. Il faut s'intéresser aux relations extérieures d'une localité dont on a gagné la confiance si l'on veut obtenir des résultats aussi positifs dans les villages voisins avec lesquels elle commerce.

15- Rechercher des succès précoces. Remporter une victoire même symbolique permet de prendre l'initiative. Mieux vaut satisfaire une revendication ancienne de la population locale, que de sortir vainqueur d'une escarmouche avec un ennemi qui préfère éviter le combat,.

16- Conduire des patrouilles dissuasives. Cela décourage l'ennemi d'attaquer et rassure la population. Ce peut être l'occasion de déployer en tous points de la zone des escouades que l'insurgé tiendra pour des objectifs négligeables.

17- Se préparer aux revers. En contre-insurrection, il n'est pas rare de se tromper de cible, de commettre des erreurs, de devoir revenir à la phase antérieure du plan. Certains opéreront mieux que d'autres, et il faut laisser une marge d'appréciation aux chefs d'unités élémentaires

18- Se souvenir de l'existence d'une opinion publique mondiale. Les médias internationaux lui rapportent les faits et gestes de chaque unité engagée. On doit donc soigner ses relations avec les journalistes. Les médias sont une arme pour l'insurgé comme pour le contre-insurgé.

19- Employer les femmes, se méfier des enfants. La plupart des insurgés sont des hommes mais, dans les sociétés traditionnelles, les femmes sont influentes dans les réseaux relationnels qu'il faut gagner à la cause de la contre-insurrection.

20- Faire régulièrement l'inventaire. Il faut disposer de statistiques sur l'efficacité de son action militaire, mais cela n'a de sens que conjugué à une batterie d'indicateurs qui font remonter des éléments d'appréciation au commandant d'unité.

21- Exploiter un récit individuel. Le commandant de compagnie peut façonner une histoire qui donne sens à sa présence et à son action, et se servir de leaders traditionnels ou d'individus médiatiques pour le diffuser. Le récit légitimant peut être fabriqué en haut lieu.

22- Les forces de sécurité locales doivent être reproduites sur le modèle de celles de l'ennemi, et non au format de la grande unité de contre-insurrection. Après accord de sa hiérarchie, on trouvera intérêt à parrainer et entraîner des unités de supplétifs bien encadrées.

23- Poursuivre une action civilo-militaire. La contre-insurrection est « un travail social armé ». Protéger la population, identifier un à un ses besoins, améliorer ses conditions de vie, permettent de mobiliser la société et d'y consolider des réseaux relationnels.

24- Les petits projets valent mieux que les grands. Les projets trop ambitieux, prétendument transposables d'une région à une autre au mépris des conditions locales doivent être écartés au profit de projets peu coûteux et soutenables dans la durée.

25- Combattre la stratégie de l'ennemi et non ses forces. Lorsque l'insurgé s'efforce de reconquérir son audience auprès des masses, il faut éviter une confrontation meurtrière qui risque de faire perdre le bénéfice du travail de mobilisation de la population et opposer aux manœuvres de l'ennemi les acquis de la pacification.

26- Construire sa propre solution, n'attaquer l'ennemi que lorsqu'il se présente comme tel. L'approche que le commandant de compagnie a favorisée jusqu'à présent visait davantage à séparer l'ennemi de son environnement, en le privant de ses soutiens dans la population, qu'à chercher la confrontation avec ce dernier. Une capture est meilleure qu'une mise à mort.

27- Garder secret son plan de retrait. Cela permet de faire en sorte que les alliés locaux demeurent fidèles car ils ne se sentiront pas abandonnés. De même, ne pas donner de date de retrait fixe démoralise l'insurgé, qui sent qu'il devra mener le combat indéfiniment.

28- Quoi que l'on fasse, garder l'initiative. Il faut enfermer l'ennemi dans une posture réactive.

D. Kilcullen et D. Petraeus ont théorisé la contre-insurrection, l'un sur un plan plus tactique, l'autre sur un plan opérationnel, tous deux se référant ouvertement à D. Galula. Mais qui est ce grand oublié, ce « Clausewitz du XX^e siècle » selon D. Petraeus ?

1.3 David Galula (1919 – 1967)

Officier saint-cyrien de la promotion «Amitié franco-britannique» (1939-1940), D. Galula choisit de servir dans l'infanterie coloniale, au 6^e régiment de tirailleurs marocains. En septembre 1941, il est brutalement rayé des



David Galula

cadres militaires, comme quatre-vingt-quinze autres officiers, en raison du statut sur les juifs adopté par le régime de Vichy⁶. D. Galula est alors protégé par l'institution militaire et sert d'espion pour l'armée d'Afrique du Nord à Tanger de 1941 à 1943, selon les informations rapportées par sa veuve R. Morgan et recoupées auprès d'un cousin de D. Galula par la journaliste américaine et chercheur en relations internationales A. Marlowe⁷.

D. Galula est réintégré officiellement par le général Giraud dans la 1^{ère} Armée en juillet 1943. Il participe aux opérations de reconquête de l'Europe, en octobre 1944, où il se distingue particulièrement sur l'île d'Elbe en faisant prisonnier cinquante Allemands, dont deux officiers. Officier de transmission et de renseignement au 21^{ème} RIC (Régiment d'infanterie coloniale), il participe au combat pour l'encerclement et la libération de Belfort en novembre 1944. Il participe à la libération de la ville de Mulhouse en Janvier 1945. Au sein de la 9^{ème} DIC (Division d'infanterie coloniale), il participe à l'occupation de l'Allemagne. Le commandement français s'attend à une guerre conventionnelle sur le territoire allemand, mais redoute aussi une guerre asymétrique menée par les « Werwolf », unités paramilitaires composées de membres des jeunesses hitlériennes.

A partir de 1945, D. Galula ne sera en poste que dans des pays aux prises avec des guérillas. En 1945 D. Galula est envoyé en Chine dans l'équipe du lieutenant-colonel Guillermaz, au 2^{ème} bureau de l'ambassade de France⁸, puis est nommé attaché de défense à Pékin. De 1951 à février 1956, D. Galula est l'attaché militaire au consulat français de Hong-Kong. A partir de Hong-Kong, il visite par deux fois les Philippines pour étudier la lutte contre la rébellion des Huk communistes.

Lorsqu'il arrive en Algérie, D. Galula bénéficie d'une solide expérience de la guerre conventionnelle, de par ses combats de l'île d'Elbe, de Belfort, d'Alsace et d'Allemagne. Toutefois, il a personnellement observé deux guérillas sur le terrain (en Chine et en Grèce). Spécialiste du renseignement lors de la Seconde guerre mondiale et de sa période d'attaché militaire en Chine, il s'intéresse aux nouvelles formes de conflits que sont les guérillas asiatiques

⁶ R. Paxton, *L'armée de Vichy, le corps des officiers français 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2003.

⁷ A. Marlowe, "Forgotten founder, the French colonel who wrote the book(s) on counterinsurgency", *The weekly standard*, 2009.

⁸ J. Guillermaz, *Une vie pour la Chine, mémoires 1937-1989*, Paris, R. Laffont, 1989.

(Birmanie, Chine, Indochine) et les méthodes de contre-guérilla (Indochine, Malaisie, Philippines) par des rencontres, des voyages ou des lectures. Bon linguiste en anglais et en mandarin, il sait parfaitement s'adapter aux mentalités des autres cultures. Enfin il connaît la population et la mentalité du Maghreb, car né à Sfax en Tunisie, de parents habitant au Maroc. Il a vécu son enfance à Marrakech et par la suite, a commandé à des Marocains au sein d'un régiment d'infanterie coloniale. En Algérie, D. Galula est responsable du Djebel Aïssa Mimoun. Il y rencontrera un succès incontestable dans l'application de sa méthode naissante, quoique relatif car tous les aspects ne fonctionneront pas. Ce succès sera malheureusement précaire et ne survivra pas à son départ⁹.

D. Galula quitte l'Algérie en 1958. Il est affecté à l'état-major des armées à Paris aux services d'action psychologique. En 1962, il assiste aux Etats-Unis à une conférence organisée par le général Westmoreland et la RAND Corporation, qui sera un tournant dans sa carrière. A son retour en France il demande sa mise en disponibilité afin de rejoindre les Etats-Unis. Il sera chercheur associé à Harvard aux côtés de Henry Kissinger, avant de mourir prématurément à l'âge de 48 ans.

Outre « *Pacification in Algeria* », l'ouvrage majeur de D. Galula, « *Counterinsurgency : theory and practice* » propose une réflexion sur la nature de l'insurgé et de son opposant dans plusieurs cas de figure, comme le feront par la suite D. Petraeus et D. Kilcullen¹⁰. A leur différence, cependant, Galula se met d'abord à la place de l'adversaire et identifie ainsi les conditions d'une victoire des insurgés :

La cause de l'insurgé : celui-ci doit justifier ses revendications dans les difficultés (perçues ou réelles) du pays. Ces protestations doivent rallier le maximum d'insatisfaits. La cause peut donc évoluer à mesure que la lutte s'intensifie.

Un régime politique faible : faiblesses, problèmes internes, résolution plus ou moins faible, disfonctionnement de l'appareil administratif et manque de savoir-faire en matière de lutte antiterroriste sont autant de facteurs qui érodent le pouvoir.

⁹ Grégoire Mathias, *David Galula*, Paris, Economica, 2012.

¹⁰ « De Galula à Petraeus », *Cahiers de la recherche doctrinale*, Paris, CDEF, 2009.

Une situation de crise : face à un pouvoir affaibli, une crise, quelle que soit sa nature (endogène ou exogène, accidentelle ou délibérément provoquée), peut donner le signal du début d'une insurrection.

Le soutien extérieur : l'existence d'un soutien extérieur à la rébellion augmente les chances de succès de cette dernière. Ce soutien peut être moral, politique, matériel, technique, ou militaire.

Les caractéristiques géographiques et économiques : la géographie physique (relief, climat), humaine (distribution de la population) et économique (agraire ou industrielle) influence directement l'issue de l'insurrection.

D. Galula analyse ensuite les deux stratégies mises en œuvre par un insurgé pour s'emparer du pouvoir :

Le schéma orthodoxe qui s'inspire largement de l'exemple chinois. Après la fondation d'un parti regroupant les bases de l'insurrection, celle-ci fait de ce parti le leader d'un front uni derrière une cause mobilisatrice. Après un long travail de noyautage et d'endoctrinement des masses, l'insurgé se lance dans la guérilla, à laquelle succède une guerre de mouvement, puis une campagne d'anéantissement, qui clôt la montée en puissance de l'insurrection et scelle sa victoire par la prise du pouvoir. Parce qu'il commence par une phase légaliste, ce type d'insurrection n'est possible que dans un pays où l'opposition politique est tolérée. C'est le format typique de l'insurrection maoïste, décrite de façon quasi identique par Charles Lacheroy.

Le schéma « bourgeois-nationaliste » qui est plus proche de l'exemple algérien où la phase de noyautage et d'endoctrinement est remplacée par une phase de terrorisme (d'abord aveugle puis dirigé plus précisément contre les représentants de l'État). Une fois la population coupée de l'administration, elle est prête à être prise en main par l'insurgé qui peut par la suite organiser la guérilla et rejoindre le schéma orthodoxe. Alors que nombre de ses contemporains font une fixation sur le format maoïste, rencontré en Indochine, D. Galula sort du cadre et identifie en Algérie un schéma différent. Les doctrines actuelles, très à l'emporte-pièce, ont encore aujourd'hui du mal à s'adapter à la mouvance permanente des insurrections.

D. Galula préconise de se débarrasser des insurgés, zone par zone, en procédant par étapes comme suit¹¹ :

1^{ère} étape : L'anéantissement ou la dispersion du gros des forces insurrectionnelles s'obtiennent dans un premier temps par des opérations impliquant une importante concentration de forces dans la zone à traiter. Après le choc liminaire, il s'agit d'éviter le regroupement des insurgés tout en les forçant à combattre. Dans cette phase militaire, les dommages causés à la population autochtone sont nombreux. Aussi, comme le soulignera D. Petraeus en répétant que « l'argent est le nerf de la guerre », faut-il indemniser aussitôt les victimes de dégâts collatéraux, de manière à ne pas se mettre à dos tous les habitants de la zone considérée. Les forces armées doivent s'assurer, sinon de l'appui, au moins de la neutralité de la population civile.

2^{ème} étape : Le déploiement d'unités statiques en nombre suffisant pour sécuriser le terrain reconquis vise à éviter le retour en force des insurgés que des unités mobiles continuent de traquer. Il faut forcer la population à choisir son camp, l'impliquer dans le retour à l'ordre par des travaux d'intérêt général (les infrastructures réhabilitées pouvant aussi bénéficier à de futures opérations militaires) ou des actions civiques. Procéder à des regroupements de populations pour faire coïncider la zone d'action politico-administrative et la zone d'opération militaire se révèle parfois contre-productif. La sélection des officiers ou sous-officiers qui seront appelés à traiter avec les habitants s'avère cruciale dans cette phase.

3^{ème} étape : Critique et qui sera reprise et amplifiée par l'aspect CIMIC de la COIN : l'établissement de contacts avec la population, dont on s'assurera le contrôle des mouvements avant d'en rechercher le concours actif, implique l'affermissement de l'autorité et la réunion de suffisamment de renseignements pour s'assurer de la loyauté des uns et des autres. La population doit être isolée de la guérilla. Pour se justifier du devoir de travailler avec les contre-insurgés, les civils sont soumis à des recensements obligatoires, à des couvre-feux et à des réquisitions (sous peine d'amendes), autant d'alibis qui seront opposables aux sollicitations des insurgés. La population doit se sentir protégée par la multiplication des patrouilles. À ce stade, la communication opérationnelle fonctionne à plein régime pour gagner les cœurs et les esprits.

¹¹ Ibid

4^{ème} étape : L'éradication de l'organisation politique clandestine des insurgés a lieu lors de la phase suivante. Grâce aux renseignements recueillis, la purge doit être rapide et précise pour ne pas générer de sympathie envers les militants arrêtés lors des opérations de police. L'indulgence est recommandée envers les repentis afin de susciter d'autres défections et de soulager l'appareil judiciaire et carcéral, qui autrement risque l'engorgement.

5^{ème} étape : Des élections libres vont permettre de désigner des autorités locales provisoires. C'est la partie la plus constructive des opérations de contre-insurrection : la participation active de la population autochtone tant au combat contre les insurgés encore actifs, qu'à la mise en place des institutions susceptibles de combler ses besoins, est escomptée. Il faut laisser des leaders (jeunes de préférence) émerger. À cette occasion, et comme le soulignera D. Kilcullen dans le point numéro 19, les femmes sont appelées à s'émanciper. La guérilla ne peut plus prétendre avoir prise sur le sort des populations qui s'administrent désormais librement.

6^{ème} étape : Tester les capacités des leaders locaux s'effectue en leur confiant des tâches concrètes et valorisantes telles que la gestion d'une circonscription ou d'un projet socio-économique, la mise sur pied d'une unité d'autodéfense, ou le recueil de renseignements. Les tièdes et les incompetents doivent être écartés. Il faut protéger les leaders confirmés des représailles toujours possibles des insurgés sans pour autant verser dans le paternalisme, apporter à ces dirigeants en herbe le soutien logistique et financier indispensable à l'exécution de leur mission locale. Cette étape cruciale sera la plus difficile à mettre en œuvre par D. Galula. D. Petraeus la souligne par deux fois dans ses points 1 et 11.

7^{ème} étape : Il faut réunir dans un même parti à l'échelle régionale ou nationale les leaders retenus. Il s'agit soit de les faire adhérer à un mouvement déjà existant, soit de créer un nouveau mouvement au sein duquel ils complèteront leur formation politique. L'insatisfaction des attentes du peuple, voire la cause impérieuse sur laquelle l'insurrection avait tablé pour soulever le pays, n'ont plus de raison d'être si des représentants débattent ensemble et adoptent les mesures que la situation exige.

8^{ème} étape : Le ralliement ou la réduction définitive des éléments restant de la guérilla sont obtenus dans la phase finale militaire qui achève la contre-insurrection. Le noyau dur des insurgés doit être mis hors d'état de nuire avec l'appui résolu de la population par l'anéantissement ou la négociation (la « paix des braves »). Omettre cette étape présente le risque

de voir l'insurrection renaître à brève échéance, d'autant plus que les éléments subsistants sont alors très endurcis par les épreuves traversées.

Cette première partie nous a permis de mettre en valeur les points communs évidents entre la théorie de D. Galula et la COIN actuelle telle que préconisée par D. Petraeus sur un plan opérationnel, et D. Kilcullen sur un plan plus tactique : agir dans la population, s'appuyer sur les leaders locaux, reconstruire les institutions et gérer les perceptions à long terme.

Commençons à présent notre voyage dans le temps, afin de tenter une remontée aux sources de la pensée contre-insurrectionnelle.

2 Les contemporains de David Galula

D. Galula aura vécu une époque unique en ce qu'elle aura vu une des plus grandes concentrations de ces hommes d'action qui n'ont pas hésité à réfléchir, écrire et théoriser. Loin de l'idée réductrice du militaire obéissant, l'école française de la contre-insurrection va voir l'éclosion d'une génération d'esprits particulièrement brillants.

2.1 Le contexte

A la fin de la seconde guerre mondiale la France, vaste empire colonial, engage la longue et douloureuse expérience des guerres révolutionnaires nationalistes. Les troubles commencent rapidement en Extrême Orient. S'appuyant sur leur tradition coloniale et leur expérience de la dernière guerre, les militaires français créent un cinquième bureau intégré à l'état-major du corps expéditionnaire. Sa mission consiste essentiellement à distribuer des tracts et se révèle très vite inadaptée. Le Vietminh opère suivant une stratégie proche de celle des communistes en Chine. Il parvient peu à peu à tisser un réseau enserrant la population dans un système complexe de groupements territoriaux et militaires, baptisé par les militaires français « hiérarchies parallèles ». Cela lui permet de rendre la population plus perméable et réceptive à une propagande qui mêle habilement les thématiques nationaliste et communiste. Face à cet adversaire, les militaires français cherchent, pendant la période 1946-1949 des méthodes de combat novatrices. En effet, les effectifs du corps expéditionnaire sont insuffisants pour un contrôle à long terme, par leur présence constante, des personnes et des esprits. La guerre psychologique apparaît alors comme un outil nouveau, bien adapté à la forme de conflit à laquelle la France et son armée doivent faire face. En 1947, un service presse-information, reportant directement au cabinet du général commandant en chef, est créé et articulé en cinq sections (Information, Propagande, Laboratoire photo, Finances et journal *Caravelle* destiné à stimuler le moral des soldats). Chaque région est dotée d'une Section de propagande dépendant des deuxièmes bureaux. Ce qui est défini alors par l'expression « action psychologique » ressemble plutôt à des opérations de propagande « noire » reposant sur la distribution de faux documents Vietminh par le moyen de tracts et de faux

journaux¹². Les unités de propagande des deuxièmes bureaux quadrillent leurs régions, mais le personnel qualifié manque cruellement.

Ce n'est que le 1er janvier 1953 qu'est mis sur pied un véritable Bureau de la Guerre Psychologique (BGP) directement subordonné au général en chef de L'état-major interarmées et des forces terrestres (EMFIT). Ce nouveau bureau reçoit officiellement pour mission « d'attaquer le moral de l'ennemi et sa volonté de combattre » et de « défendre, soutenir et "gonfler" le moral des troupes amies¹³. » Cette initiative tardive ne permet malheureusement pas de peser durablement sur l'action militaire. Mais elle sert de base à la mise en œuvre, fin 1954, d'une véritable doctrine française de la guerre psychologique, à partir des enseignements du conflit indochinois et de la douloureuse expérience des camps de rééducation Vietminh. Le colonel Charles Lacheroy est le premier à mettre à jour le système des « hiérarchies parallèles » et à théoriser la guerre dite « révolutionnaire », soulevée par le communisme international et supportant l'interprétation géostratégique d'un processus d'expansion communiste globale.

Plus tard, le conflit algérien est interprété par C. Lacheroy et ses émules, et ce dès novembre 1954, comme une évidente expression de ce mécanisme de subversion globale. A n'en pas douter, l'Union Soviétique, cherche à contrer les défenses de l'OTAN en engageant une stratégie indirecte dont les premières expériences ont été menées en Extrême-Orient (Indochine, Malaisie et Corée) avant de gagner le Sud du continent européen via l'Afrique du Nord (Tunisie et Algérie).

Pour ces théoriciens animés d'une foi quasi-religieuse, la stigmatisation du péril ne peut se limiter à un simple engagement verbal mais s'inscrire dans la réalité des faits sur le terrain, tant en Algérie qu'en métropole. Un Centre d'instruction de guerre psychologique (CIGP) est créé à l'École militaire, à Paris, en novembre 1954. Les premières structures d'action psychologique n'apparaissent sur le théâtre algérien qu'en mars 1955, avec la création d'un bureau régional d'action psychologique. Ce n'est qu'au début de 1956 que le pouvoir politique, à la recherche de solutions innovantes, se laisse persuader de donner la priorité à l'emploi massif de l'arme psychologique sur le théâtre algérien. C. Lacheroy est promu chef d'un service d'action

¹² Paul Villatoux, *La guerre psychologique des origines à nos jours*, Paris, L'esprit du livre, 2008.

¹³ Note d'organisation du Bureau de la guerre psychologique, n° 190/GP, 28 mars 1953

psychologique et d'information de la défense nationale, créé spécialement pour lui. Des « officiers itinérants d'action psychologique », recrutés parmi les rescapés des camps Vietminh, sont envoyés auprès des corps d'armée pour mener « une vaste campagne de désintoxication et de rééducation de la population musulmane », mais aussi pour convaincre « tous les cadres des unités implantées jusqu'à l'échelon compagnie » du bien-fondé et de l'utilité de l'arme psychologique.

Alors que C. Lacheroy tente de convaincre de l'emploi de l'arme psychologique au sein des états-majors et du commandement, un fait majeur intervient en 1957 : la publication de la première réglementation officielle, destinée à « faire passer le fait psychologique dans les préoccupations et les réflexes de tous les officiers », le TTA 117, ou Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique. La même année, en 1957, Marcel Bigeard crée l'école de guerre psychologique d'Arzew (Algérie), nommée Centre d'Instruction à la Pacification et à la Contre-Guérilla (CIPCG)¹⁴. Ses instructeurs sont tous des vétérans de la guerre d'Indochine. Comme Bigeard, vétéran de la Bataille de Dien-Biên-Phu, nombreux sont ceux qui ont été fait prisonniers, et ont subi le travail psychologique des commissaires politiques Vietminh. Ils mettent leur expérience en pratique contre le FLN. De 1957 à 1960, plus de 8.000 officiers et sous-officiers sont formés à l'école d'Arzew. Ouverte à l'international, des stagiaires belges et portugais y sont instruits pour lutter contre les mouvements indépendantistes qui apparaissent en Angola, au Congo et au Mozambique.

L'ambition qui pousse les initiateurs de l'arme psychologique en France, exhortant le gouvernement et le haut Commandement à revoir l'organisation même du système militaire, en concevant progressivement une doctrine et en créant un corps de spécialistes titulaires d'un brevet distinctif, s'inscrit dans un processus de type « identitaire » dont la conséquence et la consécration ultimes auraient pu être la naissance d'une nouvelle armée, dont la population aurait constitué le nouveau théâtre d'action, une « quatrième dimension » en somme. Cette singularité différencie très clairement l'expérience française qui ne peut en rien se comparer à celles des autres grandes démocraties occidentales à la même époque.

¹⁴ Paul Villatoux, *La guerre psychologique des origines à nos jours*, op. cit.

En moins de trois années, de 1957 à 1960, l'Algérie devient le champ d'action privilégié pour l'emploi, à grande échelle, de l'arme psychologique que les cinquièmes bureaux, nouvellement créés, sont chargés de mettre en œuvre. Omniprésents, influençant l'action de toutes les autres composantes des forces armées, ces bureaux acquièrent une telle importance qu'au tournant des années 1959-1960, le discours qu'ils s'attachent à promouvoir, orienté pour l'essentiel sur le thème de « l'Algérie française », finit par entrer en opposition avec la volonté politique du général de Gaulle, revenu au pouvoir à la faveur du mouvement du 13 mai 1958, dont une partie des promoteurs comptent précisément parmi les plus ardents défenseurs de l'arme psychologique.

Prisonniers d'une « vérité devenue folle¹⁵ », ces derniers, dont un grand nombre se sentent trahis par la décision du général de Gaulle de donner son indépendance à l'Algérie, sont progressivement mis à l'écart. En février 1960, les cinquièmes bureaux sont définitivement supprimés. Avec la fin du conflit algérien en 1962, et ses ultimes déchirements, disparaissent les derniers vestiges de l'organisation française de guerre psychologique, tandis que toutes les études se rapportant à cette thématique sont retirés des programmes de l'enseignement militaire.

Les Britanniques et Français achèvent leur longue et douloureuse phase de décolonisation au cours des années suivantes. L'arme nucléaire prend le devant de la scène, et la guerre psychologique entame son déclin¹⁶.

Dans ce contexte, de brillants esprits, contemporains et parfois proches de D. Galula, laisseront leur marque dans la pensée contre-insurrectionnelle : ils se nomment Trinquier, Argoud, Hogard, Némé et Lacheroy.

2.2 Roger Trinquier (1908 – 1986)

Roger Trinquier s'engage dans l'armée française en 1929 et intègre l'école des officiers d'active de Saint-Maixent d'où il sort sous-lieutenant en 1933. En mai 1934 il rejoint l'Indochine où il est posté au Tonkin. Il



Roger Trinquier

¹⁵ Jean Planchais, *Une histoire politique de l'Armée*, Paris, Éditions du Seuil, 1967.

¹⁶ Roger Vandomme, *Du renseignement à l'influence*, Toronto, CFC, 2010.

prend le commandement du poste de Chi Ma, à la frontière de la Chine. C'est en Chine qu'il passera la Seconde Guerre mondiale, dans la concession française de Shanghai.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, il participe à la reconquête de l'Indochine au sein du groupement parachutiste Ponchardier. Puis il est engagé de 1947 à 1949 en Indochine dans des opérations de contre-guérilla. Il rentre en France en janvier 1955 après la défaite de Dien-Biên-Phu. Lieutenant-colonel, il est affecté à Paris à l'état-major du général Gilles, commandant les troupes aéroportées. En août 1956, il rejoint l'Algérie et prend le commandement de la Base Aéroportée d'AFN, puis devient l'adjoint du général Massu, commandant la 10^{ème} division parachutiste (10^{ème} DP), lors de la bataille d'Alger¹⁷.

La pensée de R. Trinquier s'inscrit dans le cadre de la guerre froide. Le terrorisme et la subversion sont les procédés que l'URSS emploie dans le but de conquérir des peuples sans risquer la guerre totale. L'objectif est d'établir des gouvernements à ses ordres en contrôlant non plus le terrain, mais la population. Contre une telle approche, les armées conventionnelles et les lois des démocraties restent impuissantes. Il faut donc les adapter. Les armées doivent apprendre à lutter contre les organisations terroristes au service de la subversion. Les lois ordinaires doivent être suspendues et remplacées par la loi martiale. Des pouvoirs étendus doivent être imputés à l'armée afin de lutter contre le terrorisme. C'est en effet elle qui est responsable de la défense de la Nation contre cette nouvelle menace. Ces mesures doivent être exceptionnelles et limitées dans le temps. Cependant, la recommandation de déclarer l'état d'urgence dès les premiers signes d'une insurrection repose sur un jugement subjectif et ouvre la porte à l'établissement d'une dictature.

L'instauration de mesures d'exception vise à contrer l'action psychologique insurgée, et à forcer l'ennemi intérieur à s'identifier. Elle permet de frapper l'adversaire, mais aussi d'avoir le champ libre pour la suite des opérations. Le quadrillage et le bouclage visent à rétablir l'ordre et la paix civile. Une fois cette dernière revenue, ces dispositions exceptionnelles doivent être levées.

¹⁷ Paul Villatoux, *La guerre psychologique des origines à nos jours*, op. cit.

L'ouvrage majeur de R. Trinquier, « La Guerre Moderne », porte l'empreinte de son expérience en Algérie et, dans une moindre mesure, en Indochine. Ses références en termes de modèles insurrectionnels sont donc limitées.

Les mesures proposées dans « la Guerre Moderne » sont essentiellement coercitives à l'inverse de l'approche de D. Galula. L'action sociale ne sert qu'à apaiser les populations civiles éprouvées par les conflits. Ceci tient à l'idée que l'insurrection est d'abord un phénomène exogène, comme l'avaient souligné Bugeaud et Gallieni en leur temps. Pour R. Trinquier, la subversion trouve son origine dans l'action d'un pays tiers. Les facteurs internes - stabilité des institutions et existence de tensions internes - favorisent l'insurrection mais ne la provoquent pas. Contrairement à D. Galula, R. Trinquier n'aborde pas, dans « la Guerre Moderne », l'aspect politique de la contre-insurrection. Rétablir la sécurité suffit à restaurer la loyauté des populations à l'égard du gouvernement établi.

L'expérience de terrain de R. Trinquier l'amène cependant à proposer une approche pour vaincre l'appareil politico-militaire de l'insurrection qui contrôle les populations dans un secteur donné. Ce procédé se décompose en trois phases distinctes visant à traiter successivement les zones urbaines, les campagnes habitées, puis les sanctuaires de la guérilla. La mise en œuvre de cette méthode s'inspire largement de l'Algérie¹⁸ (divisions territoriales, terrain et structure de l'adversaire).

- Phase 1 : le traitement des zones urbaines

Cette phase est déclenchée peu après le début des hostilités par les insurgés. Il est estimé que la force publique, désorganisée par le terrorisme, est repliée sur des points stratégiques. C'est dans ces zones que la première action doit avoir lieu. Les villes sont bouclées par les forces de l'ordre, renforcées par l'armée. Elles deviennent hermétiques, ne permettant que de rares sorties. Le contrôle de la population par des effectifs relativement réduits est rendu possible par sa concentration. Une fois la zone urbaine isolée, les forces de l'ordre la découpent en quartiers et îlots, afin d'en recenser puis contrôler les occupants. Un responsable est désigné pour chaque quartier et des documents d'identification sont remis aux habitants. Les déplacements et l'accueil

¹⁸ « De Galula à Petraeus », *Cahiers de la recherche doctrinale*, Paris, CDEF, 2009.

d'étrangers sont consignés par écrit. Rationnement et contrôle de la circulation des marchandises sont mis en place afin de limiter le ravitaillement de la guérilla. Le contrôle des populations a pour but de leur faire prendre en compte leur propre protection et empêcher le retour des insurgés. Cela libère les troupes pour les étapes suivantes.

Les forces de l'ordre mettent à profit le bouclage de la ville pour procéder à un interrogatoire généralisé. C'est ainsi qu'elles peuvent identifier les éléments de l'organisation subversive qui leur permettra de remonter jusqu'à la tête. La population est au fait des éléments de contact de l'organisation (essentiellement les collecteurs de fonds), mais ne les dénonce que lorsqu'elle est assurée de l'absence de représailles. Les interrogatoires collectifs assurent la sécurité des informateurs, car l'adversaire ne peut identifier les dénonciateurs. Il est ainsi possible de démolir l'appareil politique dont se sert l'insurrection pour le contrôle des populations.

- Phase 2 : le traitement des campagnes habitées :

Si les zones urbaines assurent à l'insurrection le ravitaillement et l'impact médiatique à travers des attentats spectaculaires, ce sont les campagnes qui restent d'une importance capitale pour la guérilla. C'est son terrain de manœuvre, à travers lequel transite son ravitaillement et où elle recueille le renseignement sur les mouvements de troupes. La destruction de l'organisation insurgée dans cette zone est donc un sérieux coup porté à l'adversaire, mais elle demeure problématique en raison de l'éparpillement de la population.

Les forces de l'ordre appliquent d'abord aux villages les mêmes mesures que dans les villes, à la différence du regroupement des populations dans des villages fortifiés. En déplaçant les stocks de nourriture vers les villes, les forces armées s'assurent que l'insurrection ne peut plus se ravitailler dans la campagne.

Une fois les campagnes vidées, les forces armées procèdent à l'anéantissement de l'organisation militaire de l'insurrection. L'opération prend fin une fois la présence insurgée entièrement éliminée dans les campagnes habitées.

- Phase 3 : l'anéantissement de la guérilla dans ses sanctuaires

Cette phase a pour but la destruction des bases arrière de la guérilla pour mettre définitivement fin à l'insurrection. En raison de la force de l'adversaire dans ces zones, il faut disposer d'un nombre suffisant de troupes aguerries. Le mode opératoire diffère peu de celui employé lors de la

phase 2. Le sanctuaire étant généralement situé dans une zone difficile d'accès pour les forces régulières l'emploi de l'aéromobilité est indispensable.

Ces trois phases peuvent être simultanées si les effectifs le permettent, mais il est plus probable qu'elles soient successives. Chaque région pacifiée permet de dégager des troupes pour l'opération suivante. La situation doit donc théoriquement s'améliorer avec le temps.

On a souvent opposé R. Trinquier et D. Galula, essentiellement au niveau de leurs approches contradictoires quant à l'emploi de la torture et du traitement des prisonniers¹⁹. Les méthodes respectueuses des prisonniers prônées par D. Galula s'opposent en effet aux méthodes radicales de R. Trinquier. Cependant les lectures hâtives de « *Pacification in Algeria* » semblent avoir ignoré le phénomène des exécutions sommaires. En effet, rien n'est prévu par l'armée ou la justice pour la détention des prisonniers, qui sont emprisonnés sur place dans les postes. Ce n'est qu'en 1957 que deux camps sont construits pour les prisonniers en Kabylie. N'ayant pas de lieu de détention adapté, on assiste à des « tentatives d'évasion » au Djebel Aïssa Mimoun, qui se terminent par la mort du fuyard.

Lorsque D. Galula évoque « *les hameaux stratégiques* » en Indochine, il fait de toute évidence référence à R. Trinquier mais ne le cite pas.

Parmi les théoriciens de la guerre révolutionnaire, peu ont demandé à personnellement mettre en œuvre leur méthode sur le terrain. D. Galula et R. Trinquier se distinguent par le fait qu'ils ont réfléchi sur le plan stratégique à la contre-insurrection en des termes simples, qu'ils ont mis au point une tactique et qu'ils l'ont appliquée personnellement sur le terrain avec relativement de succès. Ces trois facteurs les ont obligés à effectuer un véritable travail pédagogique à l'égard de leurs subordonnés. Ils ont ensuite diffusé leur doctrine d'action dans le milieu militaire et dans l'opinion. La meilleure preuve de l'efficacité de la théorie de D. Galula se trouve dans le fait que dans un secteur totalement différent en Algérie, des officiers en aient reconnu la validité et que dans un autre contexte opérationnel, l'armée américaine en ait reconnu la pertinence.

Un autre « inflexible », à la manière Trinquier, est Antoine Argoud.

¹⁹ Grégoire Mathias, *David Galula*, Paris, Economica, 2012.

2.3 Antoine Argoud (1914 – 2004)

Sorti de l'École polytechnique en 1934, Antoine Argoud entre comme officier d'active dans l'Arme Blindée Cavalerie.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, il profite du débarquement anglo-américain en Afrique française du Nord, pour prendre part, au sein de la 1ère Armée Française du général de Lattre, à la campagne du Maroc, puis à la campagne de Tunisie où il est blessé. En 1944, le capitaine



Antoine Argoud

Argoud combat dans les Vosges, en Alsace, puis en Allemagne. Après 1945, Antoine Argoud approfondit sa formation à l'École de Guerre et entre à l'état-major du général de Lattre, dont il est conseiller technique pendant trois ans.

Au début de la guerre d'Algérie, Antoine Argoud forme la brigade Javelot au sein de la 7e division blindée. Le secrétaire d'État à la Guerre le nomme conseiller militaire aux Affaires algériennes. En 1956, il prend, en Algérie, le commandement du 3e régiment de chasseurs d'Afrique. Il est ensuite nommé chef d'état-major du corps d'armée d'Alger. Le 22 avril 1961, il se solidarise avec les officiers du Putsch des Généraux, passe dans la clandestinité et rejoint les rangs de l'OAS²⁰.

A. Argoud est très clair : le but de la guerre contre-insurrectionnelle est la conquête de la population, afin que les terroristes s'y sentent étrangers. Pour lui, cela passe par le triptyque protéger, encadrer, contrôler. Protéger signifie contrer le chantage sur la population, pratiqué par les terroristes. Pour A. Argoud, cela implique nécessairement, à un moment ou à un autre, l'usage de la torture pour extraire des renseignements sur les terroristes cachés dans la population.

Cependant, A. Argoud était contre la «corvée de bois», l'exécution au cours d'une fausse évasion. Lui était pour la justice sommaire mais publique, qui s'assume, qui a valeur démonstrative.

A. Argoud différencie la morale publique, collective, de la morale privée, individuelle. Il comprend qu'un homme puisse avoir des scrupules à torturer, pas un pays. Pour lui, le refus

²⁰ Paul Villatoux, *La guerre psychologique des origines à nos jours*, op. cit.

collectif de la torture, qui fait passer la morale individuelle avant la morale collective, est une lâcheté qui révèle la décadence du pays. Il oppose aux dénonciateurs de la torture le même genre d'argument qu'on oppose habituellement aux pacifistes : ceux-ci sont irresponsables en préférant sacrifier l'avenir à leur confort d'âme immédiat. Cette attitude conduit à la perte de la société dans laquelle on vit et cette perte est à terme bien plus lourde de malheurs que les mesures violentes.

Cette rectitude conduit A. Argoud à s'engager auprès des plus radicaux de la période post coloniale. Plus mesuré, Jacques Hogard s'emploie à minutieusement théoriser sa très riche expérience.

2.4 Jacques Hogard (1918 – 1999)

Camarade de promotion de D. Galula, Jacques Hogard sort second de Saint-Cyr, promotion « Amitié franco-britannique », en mai 1940 et choisit lui aussi l'Infanterie Coloniale. Il participe aux durs combats de la Somme à la tête d'une section du 16^{ème} régiment de tirailleurs sénégalais dont il vantera l'abnégation et le courage héroïque. Il est fait prisonnier, trois fois évadé, trois fois repris et termine sa captivité à Colditz.



Jacques Hogard

Officier d'infanterie de marine, il est volontaire pour l'Extrême Orient et sert comme lieutenant puis capitaine, de 1945 à 1953, lors de trois séjours consécutifs pendant la Guerre d'Indochine. Pionnier, au début des années cinquante, des jeunes armées nouvellement mises sur pied par les Etats associés, il sert d'abord au Tonkin avec le 2^{ème} régiment d'infanterie coloniale, puis au Laos et au Cambodge, avec le 6^{ème} bataillon de chasseur laotiens, puis comme chef de corps du 4^{ème} bataillon de chasseurs cambodgiens et enfin chef d'état-major de l'armée royale khmère. En 1951, il parvient à éliminer le général Nguyen Binh, dit « le Borgne », chef de l'armée du Sud et grand spécialiste vietminh des méthodes de guérilla. Le jeune capitaine Hogard est également à l'origine d'une initiative originale au Cambodge où, avec son camarade André Souyris, il met au point, en dehors de toute politique officielle, une méthode d'encadrement des villageois en armes destinée à assurer leur auto-défense afin d'enlever « aux

rebelles l'appui de la population et... mettre à l'abri des représailles les habitants, dispersés sur des distances parfois considérables »²¹.

De retour en métropole, Hogard enseigne un temps au Centre d'études asiatiques et africaines (CEAA), situé à Paris dans l'enceinte de la caserne Lourcine, boulevard du Port-Royal. Cet établissement –rebaptisé Centre militaire d'information et de spécialisation pour l'outre-mer (CMISOM) en 1955– placé sous la direction du colonel Lacheroy, joue un rôle considérable dans l'élaboration et la propagation au sein des armées des idées nouvelles sur la guerre révolutionnaire. Le capitaine Hogard, considéré comme un « spécialiste du Laos et du Cambodge »²², y est alors chef de cours à la section Viêtnam. C'est dans ce cadre propice à la réflexion intellectuelle, puis plus tard au cours de ses deux années passées à l'Ecole supérieure de guerre (ESG) en tant que professeur, que Jacques Hogard s'affirme comme l'un des meilleurs spécialistes français de la guerre révolutionnaire, multipliant travaux d'état-major et publications dans les organes militaires spécialisés²³. Enfin, il convient de souligner qu'il est le principal rédacteur²⁴, à la fin de l'année 1956, de l'Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique (TTA 117), document fondamental fixant officiellement pour la première fois les principes et méthodes à adopter au sein des armées face à la menace de guerre révolutionnaire.

Volontaire pour l'Algérie en 1957, il y met en œuvre ses théories forgées en Indochine et conceptualisées lors de son passage à l'école de guerre. Il pacifie avec un succès remarquable le secteur qui lui est confié dans le Constantinois. Chef de corps du 1er bataillon du 4ème RIMa, il

²¹ Cité par le capitaine André Souyris, *Un procédé efficace de contre-guérilla : l'auto-défense des populations*, Paris, Revue de Défense nationale, 1956.

²² Colonel Pierre Le Chevoir, *En quête de l'âme Lao -1954-1955. Itinéraire d'un officier d'infanterie de marine au Laos*, Paris, Arma-Communication, 2001.

²³ Cf. notamment les articles : *Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre*, Paris, Revue de Défense nationale ; *Guerre révolutionnaire et pacification*, Paris, Revue militaire d'information, n°280, 1957 ; *L'armée française devant la guerre révolutionnaire*, Paris, Revue de Défense nationale, janvier 1957 ; *Le soldat dans la guerre révolutionnaire*, Paris, Revue de Défense nationale, 1957 ; *Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire*, Paris, Revue militaire d'information, n°295, 1958 ; *Tactique et stratégie dans la guerre révolutionnaire*, Paris, Revue militaire d'information, n°295, 1958 ; *Cette guerre de notre temps*, Paris, Revue de Défense nationale, août-septembre 1958.

²⁴ Les autres rédacteurs sont le commandant Grillet du Centre d'enseignement supérieur aérien (CESA) et le capitaine Prestat. Ce dernier précise aujourd'hui que le commandant Hogard, qui avait « la plume facile », fut le principal rédacteur de l'instruction. Interview accordée aux auteurs par le général Prestat, le 15 novembre 2001.

est basé à Philippeville en avril 1961, lors du déclenchement du putsch, auquel il se rallie avec son unité²⁵.

J. Hogard tient à faire la différence entre « guerre révolutionnaire » opposée à « guerre insurrectionnelle » et « guerre subversive ». Selon lui, seul le terme de « guerre révolutionnaire » est en mesure de rendre compte de la stratégie planétaire adoptée par les marxistes- léninistes et visant à une transformation radicale et absolue des sociétés humaines²⁶. Il ne s'agit rien moins que de « la » guerre de la révolution pour la conquête du monde. Cette lutte est permanente et universelle, dirigée contre toutes les forces étrangères, qu'elles résistent ou qu'elles se veulent neutres ; mais elle est différente suivant les régions et en fonction des exigences de la stratégie communiste ; ce qui explique qu'il éclate constamment, çà et là sur le globe, « des » guerres révolutionnaires « chaudes », composantes de « la » guerre révolutionnaire... Il y a donc, en définitive, « guerre de la révolution » et « révolution dans l'art de la guerre » ; nous sommes en présence d'une transformation plus radicale encore que celle imposée jadis par la Révolution française aux conceptions politiques et militaires de l'époque : la guerre est devenue permanente, universelle et véritablement « totale »²⁷. A ce titre, l'expression de « guerre insurrectionnelle » est loin de recouvrir ce champ si complexe car elle n'est applicable qu'à une guerre qui « *quelle que soit sa forme, est menée par un mouvement insurrectionnel désireux de s'affranchir d'un pouvoir qui le gêne, ou d'en obtenir des changements dans les lois* »²⁸. Ainsi, le mouvement de révolte des parlementaires anglais menée par Olivier Cromwell au XVIIIe siècle, comme un siècle plus tard, le soulèvement des colonies d'Amérique offrent deux parfaits exemples, selon J. Hogard, de « guerres insurrectionnelles ». Il considère, par ailleurs, que la « guerre subversive » est par essence une guerre menée de l'intérieur d'un territoire par une minorité de la population contre une autorité de droit ou de fait considérée comme ennemie. Cette minorité, loin de chercher à engager à ses côtés l'ensemble de la population, n'a pas pour objectif systématique la

²⁵ Entretien avec le colonel Jacques Hogard, son fils.

²⁶ *Tactiques révolutionnaires et contre-révolutionnaires*, débat entre les commandants Renaudin, Cogniet et Hogard, ESG, 9e commission, 18 juin 1957, Centre de documentation de l'ESG.

²⁷ Jacques Hogard, *Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre*, Paris, Revue de Défense nationale, 1956.

²⁸ *Tactiques révolutionnaires et contre-révolutionnaires*, op. cit.

conquête du pouvoir. A n'en pas douter selon J. Hogard, les mouvements de résistance, qui sont apparus dans l'Europe occupée de la Seconde guerre mondiale, illustrent exactement cette définition.

Fidèle à l'enseignement du colonel Lacheroy, J. Hogard insiste avant tout sur les techniques bien spécifiques de la guerre révolutionnaire employées pour obtenir « le contrôle total, physique et psychologique des « masses »²⁹, objectif qui ne relève dès lors plus des domaines militaire, géographique ou économique, mais de celui qu'il qualifie de « psychosocial ». L'auteur rappelle ainsi l'importance du système des « hiérarchies parallèles » renforcé par des procédés « qui visent le moral (autocritique, séances d'endoctrinement, maniement de la terreur sous toutes ses formes, etc.) »³⁰, puis reprend à son compte le fameux « scénario-type » en quatre phases³¹ censé résumer les étapes du processus suivi par les révolutionnaires. Ce scénario, considéré comme immuable, débute par une période de calme apparent à laquelle succède une phase de terrorisme puis une autre de guérilla et de prise en main des populations pour finir par la mise en place d'une organisation politico-administrative clandestine et de véritables troupes régulières. J. Hogard considère que la méthodologie ainsi décrite procède des marxistes-léninistes qui « *ont su la transmettre à tous les révolutionnaires actuels, anxieux de leur emprunter le secret de leur efficacité* ». En ce sens, le processus de la guerre révolutionnaire « *s'applique aussi bien au monde dans son ensemble qu'à l'Indochine hier ou à tel douar du département de Constantine* ». Dans une telle analyse, la guerre d'Algérie est ravalée au rang d'« acte tactique » de « cette guerre révolutionnaire universelle »³².

L'approche de J. Hogard se veut méthodique et directement applicable sur le théâtre algérien. Selon lui, la guerre révolutionnaire s'apparente à « une guerre d'usure », que D. Kilcullen reprendra sous forme de « guerre longue », à laquelle il convient de faire face en menant de front une triple action : « La recherche et la destruction des forces ennemies, la reprise en main

²⁹ Ibid

³⁰ Ibid

³¹ Colonel Charles Lacheroy, *Scénario-type de guerre révolutionnaire*, op. cit.

³² Tactiques révolutionnaires et contre-révolutionnaires, op.cit.

psycho-politique de la population et le démantèlement de l'infrastructure politique »³³. Le facteur commun de ces trois aspects n'est autre que « l'appareil révolutionnaire », considéré comme l'ennemi véritable qu'il convient d'éradiquer. A cet égard, la bataille d'Alger, où « il a suffi d'arrêter quelques centaines de cadres et d'hommes de main pour desserrer largement l'étreinte qui pesait sur la population », lui paraît un bon exemple du démantèlement réussi d'un appareil politique révolutionnaire, structure de base irrigant l'ensemble de l'organisation adverse. Cet effort peut s'avérer vain s'il ne s'accompagne pas de la mise en auto-défense des populations libérées afin de les rendre « imperméables à toute nouvelle action adverse en les organisant... L'auto-défense peut prendre bien des formes ; elle ne doit jamais être imposée, mais suscitée, encouragée, armée et soutenue par nous »³⁴. Sur ce dernier point, Hogard se réfère explicitement à son expérience personnelle au Cambodge.

J. Hogard aboutit ainsi à la nécessité « vitale de transformer notre mentalité et notre appareil politico-militaire »³⁵ afin de contrecarrer la guerre révolutionnaire. A la liaison intime entre politiques et militaires à tous les échelons territoriaux où devrait se mettre en place une « hiérarchie » administrativo-militaire – qui n'est évidemment pas sans rappeler le système Vietminh– doit, selon lui, correspondre une union quasi charnelle entre la nation et son armée. L'action psychologique lui apparaît, dès lors, comme le moyen essentiel à la disposition du « pouvoir... pour éclairer l'opinion et lui faire comprendre les raisons des sacrifices demandés à la nation, comme pour agir sur l'ennemi et sur les neutres. Or l'unité de l'action psychologique est reconnue : elle doit être centralisée au plus haut échelon et être, elle aussi, politico-militaire³⁶ ». Ces perspectives de « renouveau » sont, cependant, assorties d'une condition impérieuse : celle de réduire « au silence... l'ennemi intérieur ! Le premier geste, le plus essentiel, est donc celui-là ; il est la « clef » du salut, car seul cet acte énergique nous permettra de nous ressaisir. Si le pouvoir a besoin de la détermination du pays, celui-ci ne manifestera sa résolution que si ses chefs lui en ouvrent la voie³⁷ ». Pour J. Hogard la corrélation est donc implicite entre la menace générale de guerre révolutionnaire qui affecte les territoires de l'Union française et les menées

³³ Ibid

³⁴ Ibid

³⁵ Jacques Hogard, *L'armée française devant la guerre révolutionnaire*, Paris, Revue de Défense nationale, 1957.

³⁶ Ibid

³⁷ Ibid

subversives en métropole telles qu'elles avaient été stigmatisées au début des années cinquante, notamment à travers les grandes grèves insurrectionnelles des années 1947-1948³⁸.

Très similaire sur le fond, car lui aussi formé à l'école indochinoise, Jean Némo se différencie cependant beaucoup quant à l'approche.

2.5 Jean Némo

Jean Némo est issu, lui aussi, de l'infanterie coloniale. Saint-cyrien de la promotion « du Rif » (1924-1926), il sert au Tonkin dès sa sortie de l'École spéciale militaire puis effectue, après-guerre, deux nouveaux séjours en Extrême-Orient, l'un de 1946 à 1948 en tant que chef de bataillon et lieutenant-colonel à l'état-major de la 3^{ème} division d'infanterie coloniale puis commandant du secteur des Plateaux à Pleiku, l'autre de 1952 à 1955, où il assure successivement le commandement de la zone Sud et de la zone d'Haiphong.

Auditeur à l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) en 1956, le colonel Némo est promu deux ans plus tard général de brigade et nommé commandant supérieur du groupe Antilles- Guyane où il met au point le « service militaire adapté » (SMA) aux conditions économiques et sociales des départements et territoires d'outre-mer.

Ecrivain militaire des plus féconds, J. Némo ne se limite pas au seul domaine de la guerre révolutionnaire mais s'intéresse à toutes les formes possibles de la guerre future, depuis la subversion jusqu'à l'atome. Son expérience de la contre-guérilla en Indochine le conduit ainsi, dès le début des années cinquante, à s'interroger sur le concept de « guerre en surface », et ainsi à pousser plus avant sa réflexion sur la nature idéologique des conflits présents et à venir. Original dans sa démarche, J. Némo s'affirme, tout au long des années cinquante, comme « un penseur militaire et un magistral propagateur d'idées »³⁹.

³⁸ Marie-Catherine Villatoux, "Hogard et Némo – Deux théoriciens de la 'guerre révolutionnaire'", *Revue Historique des Armées*, n° 232, 2003.

³⁹ Le général Quilichini, inspecteur des troupes de marine, lors de son allocution prononcée aux obsèques du général Némo, *L'Ancre d'or-Bazeilles*, n°127, juin 1971.

Très différente est l'approche de Jean Némo. Il n'emploie d'ailleurs que rarement l'expression de « guerre révolutionnaire », lui préférant fréquemment la notion, plus ancienne, de « guérilla » qu'il définit comme « l'ensemble des actions appuyées par la violence et menées par un adversaire sur le territoire dont l'autre assume officiellement l'administration politique, la gestion économique et l'occupation militaire »⁴⁰. C'est, selon lui, à l'époque contemporaine, que s'est produite une combinaison entre forces régulières et guérilla, « en étendant largement le champ de celle-ci au domaine politique », qui aboutit à « la nouvelle stratégie révolutionnaire » et se révèle « totale, offensive, permanente et indispensable »⁴¹.

Comme la plupart de ses homologues soucieux de définir les caractéristiques propres à la guerre moderne, J. Némo tire l'essentiel de ses analyses de son expérience en Extrême-Orient. Or, l'étude qu'il propose en 1955⁴², par son approche volontairement sociologique du conflit indochinois, se démarque des travaux de C. Lacheroy et de ses émules dans la mesure où il insiste particulièrement sur le fait que « l'organisation et la composition des forces armées d'un pays dépendent en grande partie de l'organisation sociale, des mœurs et des coutumes de sa population ». Dans une réflexion en deux temps, qui cherche à se départir de tout dogmatisme, J. Némo s'attache à présenter le rôle des facteurs politiques et sociaux dans la guerre d'Indochine pour mieux souligner que « le drame est venu de ce que les Français ont fait la guerre sans comprendre la structure sociale vietnamienne, cependant que leurs adversaires allaient monter leur stratégie et leur tactique sur une étude attentive du « terrain social ». S'il se réfère à l'organisation des hiérarchies parallèles, c'est davantage pour attirer l'attention de ses auditeurs sur le fait que la population n'a pas été pensée par le Vietminh en terme de masse amorphe à capter, conquérir et, au besoin, terroriser, mais plutôt comme un terreau à fertiliser grâce à une adaptation constante de l'organisation révolutionnaire aux conditions sociales et psychologiques de la société vietnamienne. Dès lors, nul besoin pour J. Némo de marteler ses propos par des citations tirées de Mao, l'essentiel n'étant pas de savoir s'il s'agit de « l'armée du peuple ou du peuple en armes », mais de constater que les Français se sont trouvés confrontés à « une armée de terroir. Le fait n'est pas proprement communiste ; ces caractères se retrouvent dans toutes les

⁴⁰ Jean Némo, « La place de la guérilla dans la guerre », Paris, *Revue militaire générale*, 1957.

⁴¹ Ibid

⁴² « Les facteurs politiques et sociaux dans les opérations militaires » (33C5), cours de guerre psychologique du colonel Némo, ESG 17^e promotion, 1955-1956.

guérillas : la Vendée ou l'Espagne entre autres ; la nouveauté provient de la théorie de cette organisation et de son application sur des bases doctrinales ». Au terme de sa démonstration, le théoricien militaire introduit le concept de « guerre dans le milieu social »⁴³, ou « guerre dans la foule »⁴⁴, qui « rend la population présente et participante aux opérations militaires... toute action militaire qui n'a pas tenu compte de cette population, de ses réactions en fonction de son organisation sociale, s'est trouvée vouée à l'échec »⁴⁵.

Dans un second temps, J. Némó s'efforce d'établir des corrélations entre les enseignements tirés des opérations d'Indochine et « la préparation d'une guerre qui opposerait les blocs alliés et soviétiques en Europe centrale et occidentale, dans une limite de temps de l'ordre d'une quinzaine d'années »⁴⁶. Il se démarque ainsi des réflexions formulées par les principaux doctrinaires de la guerre révolutionnaire qui, de l'Indochine, ont immédiatement jeté un pont sur l'Algérie. Bien que reconnaissant la prééminence du fait nucléaire sur le théâtre européen, il estime que cet aspect ne doit pas masquer « l'apport d'autres méthodes, employées conjointement avec les armes de grande puissance destructrice ». J. Némó n'hésite pas, dans cette perspective, à reprendre les conceptions développées dans l'immédiat après-guerre en métropole sur la guerre en surface en y intégrant les nouvelles données issues de l'expérience indochinoise. La guerre future a de grandes chances, selon lui, de s'apparenter à un « combat de mêlée » de nature idéologique, « au-dessus duquel les deux Grands procèderaient à un duel atomique intercontinental ». Si « la condition première de la guerre est l'adhésion des individus à ses motifs avoués, qui peuvent être ou ne pas être les motifs réels », l'imbrication des partisans des deux camps au sein des populations européennes concernées par la lutte risque d'être inévitable, y compris au sein même des unités issues d'armées de conscription. En conséquence, des « îlots de combat sur la totalité du territoire » sont susceptibles d'émerger, « puisque le front est en fait moins déterminé par une frontière que par le plan horizontal qui coupe l'opinion, en dessinant des courbes de niveau ».

⁴³ Jean Némó, « La guerre dans le milieu social » Paris, *Revue de Défense nationale*, 1956.

⁴⁴ Jean Némó, « La guerre dans la foule », Paris, *Revue de Défense nationale*, 1956.

⁴⁵ « Les facteurs politiques et sociaux dans les opérations militaires » (33C5), op.cit.

⁴⁶ Ibid

De par son analyse qui, comme le fera D. Galula dans une certaine mesure, s'appuie essentiellement sur les facteurs sociologiques, J. Némó estime, pour sa part, qu'il est illusoire de « vouloir trouver, aux problèmes complexes qui se présentent, une solution simple ; celle-ci n'est ni politique ni militaire ; elle doit être totale... Toute action est vouée à l'échec en vue de la réalisation d'un programme capable de satisfaire les partis en lutte »⁴⁷. Aussi, souligne-t-il la nécessité de préparer la guerre au sein de la population même, sachant que « les Soviétiques mettront tout en œuvre pour se présenter à elle comme des libérateurs. Il faudra donc lutter pour conserver à cette population sa cohésion morale, pour l'empêcher de passer dans le camp adverse »⁴⁸. Comme le développera D. Galula, « action politique » et « action de force » doivent dès lors devenir complémentaires et agir simultanément, sachant que l'une peut momentanément supplanter l'autre en fonction du lieu et de l'instant. Bref, il prône une conduite pragmatique de la « guerre contre-révolutionnaire » qui doit être exercée à tous les niveaux, même aux échelons les plus modestes, car à ces derniers « on travaille directement dans la « pâte humaine », loin de tous les schémas, loin de toutes les généralités et classifications qui sont possibles lorsque l'on voit les choses avec un suffisant recul »⁴⁹. Cet aspect sera largement repris par D. Petraeus dans son Point #8. Dans un tel contexte, J. Némó défend l'idée d'une formation « humaniste, dirigée vers des buts pratiques », prodiguée aux jeunes responsables, civils et militaires, afin de compléter leurs aptitudes et qualités purement techniques. En ce sens, l'armée doit demeurer un espace « ouvert » et perpétuellement alimenté par ce qu'il appelle « le pays réel », face au risque pour elle de demeurer « enfermée dans ses techniques et traditions » et de se muer en un corps « exogène » à la nation.

Tous ont travaillé à un niveau relativement local, et souvent leurs écrits n'auront été connus que bien plus tard. Seul Charles Lacheroy aura été à la recherche de la reconnaissance de l'institution.

⁴⁷ « La guerre dans le milieu social », op. cit.

⁴⁸ « Les facteurs politiques et sociaux dans les opérations militaires » (33C5), op. cit.

⁴⁹ « La guerre dans le milieu social », op. cit.

2.6 Charles Lacheroy (1906 – 2005)

Charles Lacheroy sort de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1927, promotion Maroc-Syrie. Il choisit l'infanterie coloniale et est affecté à la 3^e compagnie méhariste du Levant, à Latakieh en Syrie jusqu'en 1935. En 1936, le capitaine Lacheroy est nommé officier instructeur du groupe aérien à Rabat au Maroc, où il fait la connaissance d'Antoine Argoud, qu'il retrouvera, une vingtaine d'années plus tard en Algérie. En 1941 il est appelé à l'état-major du général Jean de Lattre de Tassigny en Tunisie. En 1946 il commande le bataillon autonome de Côte d'Ivoire. En 1951 il part pour l'Indochine où sous les ordres du même général Jean de Lattre de Tassigny il doit protéger la voie ferrée du train qui rallie Saïgon, et sécuriser le secteur de Biên-Hòa en Cochinchine à la tête de plus de 5.000 hommes. Il étudie la guerre révolutionnaire menée par le Vietminh et commence à donner des conférences sur ce thème.



Charles Lacheroy

Nommé en 1953 chef du centre d'études asiatiques et africaines à la Direction des troupes coloniales, il développe les concepts d'« action psychologique » et de « guerre psychologique ». Il se voit alors confier le service d'information et d'action psychologique auprès du ministre de la défense. A l'origine de la création des « cinquièmes bureaux », il va mettre ses théories en pratique en Algérie en 1958. En décembre 1958, il est nommé conférencier à l'École supérieure de guerre puis affecté à la direction de l'École supérieure des officiers de réserve spécialistes d'état-major (ESORSEM). Après le limogeage du général Salan, il va le suivre dans l'aventure du coup d'état d'Alger en avril 1961, puis dans celle de l'OAS⁵⁰.

Le colonel Charles Lacheroy est le premier à enseigner une théorie sur la responsabilité des armées modernes dans la conceptualisation et l'aggravation de la guerre révolutionnaire. Conférencier sur l'action psychologique, il organise un colloque sur le sujet : « Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie », à la suite duquel il ouvre une véritable « École stratégique

⁵⁰ Paul Villatoux, *La guerre psychologique des origines à nos jours*, op. cit.

française de la guerre révolutionnaire ». Cette théorie de la guerre révolutionnaire, apportée par son expérience et par son action auprès des Vietminh en Indochine, puis appliquée en Algérie, est basée et analysée en quatre phases⁵¹ :

- Une période de paix apparente
- Une phase de terrorisme ;
- Une guérilla avec obligatoirement le contrôle et la complicité des populations, quels que soient les moyens
- La mise en place d'une organisation politico-administrative clandestine et si possible la formation de troupes régulières

Il est intéressant de faire un parallèle entre ces deux officiers que tant de choses rapprochent avant la guerre d'Algérie et que tout sépare au moment où celle-ci commence. Si on compare le début de leur carrière militaire, on peut voir que C. Lacheroy est beaucoup plus âgé que D. Galula. Il est de la promotion « Maroc et Syrie » (1925-1927), alors que D. Galula est de la promotion « Amitié franco-britannique » (1939-1940). Mais, ils ont en commun d'avoir choisi comme spécialité l'infanterie coloniale. Affecté dans une unité de méharistes en Syrie, C. Lacheroy découvre les récits de Lawrence d'Arabie et ses actions de guérilla menées contre les Turcs pendant la Première Guerre mondiale au contact d'un chef de tribu. Ce n'est donc qu'au contact de ce pays, que C. Lacheroy découvre ce théoricien et praticien de la guérilla. De même, ce n'est qu'une fois installé en Chine, que D. Galula découvre le théoricien et le praticien de la guérilla communiste, Mao Zedong. Si C. Lacheroy découvre T.E. Lawrence à travers les récits d'un chef de tribu, D. Galula, lui, dispose d'un atout supplémentaire : en spectateur privilégié, il analyse quotidiennement les tactiques de la guérilla de Mao et sa prise de pouvoir en 1949.

Par la suite, C. Lacheroy se retrouve au Maroc, comme adjoint au Deuxième bureau, chargé de collecter le renseignement sur l'agitation nationaliste⁵². Il y acquiert une formation dans le domaine du recueil et de l'exploitation du renseignement. Cette formation, D. Galula va également l'acquérir, plus tardivement, en Chine à partir de 1945.

⁵¹ Colonel Charles Lacheroy, « Scénario-type de guerre révolutionnaire », Paris : conférence du 4e trimestre 1955, Centre militaire d'information et de spécialisation pour l'Outre-mer, section de documentation militaire de l'Outre-mer, SHAT.

⁵² Les informations sur C. Lacheroy sont issues de P. Villatoux, *Le colonel Lacheroy, théoricien de l'action psychologique*, dans J.-C. Jauffret, *Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie*, Paris, Autrement, 2003.

Leurs itinéraires se rejoignent au moment de la Seconde Guerre mondiale. Les deux officiers se trouvent pris dans la tourmente idéologique du régime de Vichy. En 1940, C. Lacheroy, soupçonné d'être un agent gaulliste, est arrêté et emprisonné. En décembre 1940, il est libéré grâce à l'intervention du général Groussard, fondateur du réseau Gilbert qui travaille en liaison avec les services de renseignement de l'armée. En 1941, il est permis de penser que ce même général Groussard a pu intervenir pour recruter dans son réseau de renseignement D. Galula renvoyé de l'armée, après l'adoption des lois antisémites de 1941 par le régime de Vichy. Les deux officiers participent aux combats en Italie, et se retrouvent tous les deux dans la 1^{ère} Armée du général de Lattre pour libérer la France et combattre sur le Rhin et en Allemagne.

La carrière de D. Galula suit après 1945 un itinéraire atypique, et en apparence moins prestigieux, dans les services de renseignement français en Chine. Peut-être que les années de clandestinité ont accentué le caractère individualiste de D. Galula qui a du mal à revenir dans le cadre plus rigide d'un régiment et au sein d'une carrière plus balisée. La carrière de Lacheroy quant à elle, est en revanche des plus classiques : en Côte d'Ivoire en 1946, il y mène une action de pacification en construisant des écoles et des routes pour améliorer le quotidien de la population. Il y contribue à réprimer une insurrection en 1949.

Les rencontres de C. Lacheroy avec les généraux de Lattre en Tunisie et Salan au Sénégal pendant la Seconde Guerre mondiale vont avoir beaucoup d'impact pour la suite de sa carrière. Il est ainsi appelé par le général de Lattre pour servir en Indochine en 1951. Il multiplie les opérations contre la guérilla et analyse avec beaucoup d'attention les rapports du Deuxième bureau pour comprendre les ressorts de ce nouveau type de conflit. S'appuyant sur cette expérience de terrain, C. Lacheroy théorise sous le vocable « des hiérarchies parallèles », pour expliquer les méthodes employées par le Vietminh afin d'encadrer la population. Il en tire la notion de « guerre révolutionnaire » et en explique son fonctionnement. Excellent orateur, il multiplie, dès 1952, ses conférences pour diffuser des théories qui obtiennent beaucoup de succès parmi les officiers servant en Indochine. La participation à la guerre d'Indochine de C. Lacheroy est ce qui sépare fondamentalement ces deux officiers. C. Lacheroy fait partie des combattants de la guerre d'Indochine, D. Galula n'en sera jamais. Ce dernier a pu rencontrer des officiers ayant combattu en Indochine ou des officiers d'autres nationalités ayant combattu des guérillas en Malaisie, aux Philippines, en Grèce, voire en Corée. Il a pu s'informer par la presse ou par des rapports sur tout ce qui se passait sur d'autres théâtres d'opération. Il a pu étudier la tactique de la guérilla maoïste appliquée par le Vietminh en Indochine. Son éloignement du théâtre d'opération d'Indochine n'en fera jamais un officier reconnu auprès de ses pairs pour son analyse de la guerre révolutionnaire. Peut-être est-ce la raison pour laquelle D. Galula récapitule systématiquement auprès de son auditoire et de ses lecteurs, avant ses interventions orales ou écrites, ses différentes expériences d'observateur des guérillas.

Nommé directeur du centre d'études asiatiques et africaines en 1953, C. Lacheroy forme les officiers destinés à servir Outre-mer. Il diffuse ses théories, qui sont appréciées par la hiérarchie militaire et par le général Guillaume, chef d'état-major général des forces armées. Les 3 et 4 août 1954, le journal *Le Monde* fait connaître au grand public la réflexion de Lacheroy. Il arrive à convaincre tout l'état-major de la justesse de ses théories sur la guerre révolutionnaire. «*Le rôle du colonel Lacheroy dans la théorisation et la diffusion du discours sur la guerre révolutionnaire reste déterminant*». Si le colonel Lacheroy est dans la lumière médiatique et en pleine ascension, le lieutenant D. Galula reste dans l'ombre. A Hong-Kong, dans ce milieu cosmopolite, il rencontre des Chinois fuyant la Chine communiste, des officiers britanniques de retour de Malaisie, des officiers américains faisant une escale au moment de la guerre de Corée, des officiers supérieurs américains de passage, des diplomates et des journalistes américains et britanniques. Ce poste d'attaché militaire n'est pourtant qu'un poste d'observateur, loin de toute action. Sauf lorsqu'on lui demande de partir pour la Grèce pour être observateur de l'ONU. Mais, sur ce terrain, D. Galula se retrouve encore être un spectateur passif devant les combats que se livrent l'armée grecque et la guérilla communiste.

La guerre d'Algérie est le moyen pour C. Lacheroy de mettre en application ses théories sur la guerre révolutionnaire. A l'initiative du colonel Lacheroy, les officiers des SAS et les commandants de sous-quartiers organisent des manifestations de fraternisation à Alger. Face à la puissance idéologique de l'insurgé, qui repose sur la cause de l'indépendance, le loyaliste oppose ici une autre cause, celle de l'intégration. Opposition idéologique que D. Galula évoque dans son ouvrage théorique : «*Priver l'insurgé d'une bonne cause implique de résoudre les problèmes de base du pays. Si c'est possible, c'est bien*». En 1957, il dirige le Service d'action psychologique et d'information de la Défense nationale qui diffuse ses théories. La création du Cinquième bureau lui permet de mettre en application ses méthodes sur le théâtre algérien. En 1956 en Algérie, D. Galula a déjà commencé à mettre en application sa réflexion sur la contre-insurrection, dans son secteur du Djebel Aïssa Mimoun. Il s'est déjà rendu compte des difficultés de plaquer en Algérie les méthodes de la guerre d'Indochine. Comme C. Lacheroy, D. Galula diffuse ses méthodes auprès de sa hiérarchie par le biais de rapports ou par des articles dans la revue *Contacts* ou dans des journaux plus confidentiels. Contrairement à C. Lacheroy qui a acquis une certaine célébrité, D. Galula restera l'éternel anonyme pour les médias, un obscur «*capitaine de Kabylie* ». *Le Monde* et *L'Humanité* qui font connaître ses méthodes en les critiquant ne mentionnent jamais son nom. Si, l'appui du chef d'état-major général des forces armées a été essentiel à C. Lacheroy pour obtenir un poste de responsabilité à la hauteur de ses ambitions, l'ascension de D. Galula se fera dans les mêmes conditions. De même que l'appui du général Guillaume a été essentiel au colonel Lacheroy, l'appui du général Ely a été fondamental pour le capitaine Galula. Dans les deux cas, l'appui commun du ministre de

la Défense nationale, Bourges-Maunoury, a été essentiel dans la promotion de ces deux théoriciens de l'action psychologique. Ce ministre nomme C. Lacheroy à la tête d'un service d'action psychologique. Ayant pris connaissance du rapport du capitaine Galula sur son action au Djebel Aïssa Mimoun, il le fait nommer en 1958 à la division de l'information où il exerce son action dans le domaine de la propagande et la contre-propagande radiophonique en Algérie, en Afrique et en France métropolitaine. A la même période, C. Lacheroy est nommé par le gouverneur général de l'Algérie, le général Salan, aux activités d'information et d'action psychologique du gouvernement général d'Algérie. C. Lacheroy contrôle l'ensemble de l'information en Algérie et tente d'influencer l'opinion publique et les journalistes par la saisie des journaux qui critiquent l'armée. La crise politique du régime de la IV^e République en mai 1958 accélère la promotion de ces deux officiers dans le contrôle de l'information au plus haut niveau de la hiérarchie civile et militaire.

D. Galula et C. Lacheroy vont finir par se rencontrer. C'est en tant que directeur des Services de l'information et de l'action psychologique de l'Algérie, que C. Lacheroy assiste à une réunion à la division de l'information le 2 septembre 1958⁵³. Cette réunion décide de la mise en place d'un organisme chargé d'une « *contre-action psychologique immédiate* ». Cet organisme dirigé par les Services d'action psychologique de la Défense nationale comprend un représentant des Affaires étrangères, de l'information, de l'intérieur, un directeur des émissions en ondes courtes de la RTF, un représentant des Services secrets (SDECE) et des officiers du service de l'action psychologique (5^e Bureau). Le service d'action psychologique de l'état-major de la Défense nationale, dont fait partie le commandant Galula, «*fait le point des renseignements quotidiens pour [élaborer une] riposte immédiate sur des points que la réunion aura pour but de préciser*». C'est pour mettre en œuvre cette riposte dans le domaine de l'information que le colonel Lacheroy est présent lors de cette réunion du Comité d'Orientation de la Radio, de même que D. Galula qui doit mettre en place une contre-propagande par l'intermédiaire des medias français. La réunion du 2 septembre 1958 prend la décision de centraliser et de sélectionner les émissions en langue arabe, mais aussi les informations des agences françaises et étrangères, des journaux et des services de renseignements en mettant en place un structure composée d'un représentant du ministère de l'information, du 5^e Bureau, du SDECE pour les émissions en langue arabe à destination de la métropole, de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc et des pays du Moyen-Orient. Les informations à destination des Musulmans sont désormais étroitement contrôlées et centralisées par le pouvoir.

Le colonel Lacheroy interviendra par deux fois lors de cette réunion pour expliquer que les attentats du FLN en métropole ont un effet négatif sur l'état d'esprit des musulmans, car ils démontrent la force du

⁵³ Grégoire Mathias, *David Galula*, Paris, Economica, 2012.

FLN. Il avertit que l'impôt révolutionnaire perçu par le FLN en France métropolitaine représente la moitié de son budget total et affirme qu'« *une partie de la guerre d'Algérie se gagnera en France* ». Il expose la stratégie du FLN pour s'opposer au référendum sur la V^e République qui se résume en quatre points: ne pas s'inscrire sur les listes électorales, s'abstenir, voter « non » et mettre en place une terreur orientée sur les Musulmans.

Cette réunion prouve que D. Galula a rencontré au moins une fois le fondateur de l'école française de la guerre révolutionnaire et qu'il connaît l'action et la réflexion du colonel Lacheroy dans le domaine de l'action psychologique. Il semble difficile de concevoir que ces deux spécialistes de l'action psychologique en Algérie, reconnus par leur hiérarchie, se côtoyant dans les mêmes réunions n'aient pas échangé sur leurs théories et leurs tactiques concernant l'action psychologique. La confrontation, verbale ou épistolaire, a dû être animée entre ces deux spécialistes de l'action psychologique aux itinéraires, aux expériences et aux réflexions si différentes. De plus, on ne peut être qu'étonné de la différence de notoriété entre D. Galula, reconnu dans son action et sa réflexion par un cercle très restreint de la hiérarchie militaire et par quelques journalistes américains et C. Lacheroy médiatisé, faisant des centaines de conférences et ayant un service d'action psychologique créé par lui et pour lui. Que pouvait penser le colonel Lacheroy, instigateur des Cinquièmes bureaux en Algérie, d'un jeune capitaine Galula lui affirmant que l'application de ses théories d'Indochine était inadaptée en Algérie et qu'elles ne fonctionnaient pas, comme le démontrait sa propre expérience de commandant de sous-quartier ? Que pouvait répliquer le colonel Lacheroy à un jeune officier qui lui disait en savoir davantage que lui sur la guerre révolutionnaire en se basant sur ses observations de quatre ans du succès d'une guérilla en Chine et sur sa lecture des principaux textes de Mao traduits en anglais ? Que pouvait répondre le colonel Lacheroy, bardé de son unique expérience de la guerre d'Indochine, aux réflexions du capitaine D. Galula reposant sur l'analyse des méthodes des guérillas et des opérations de contre-guérilla en Indochine, en Malaisie, aux Philippines, de son observation des combats de guérilla en Chine et en Grèce et de son expérimentation des méthodes de contre-insurrection en Algérie ? Le colonel Lacheroy est au sommet de sa gloire dans les années 1957 et 1958. Aucun officier supérieur ne conteste alors le bien-fondé de ses théories à l'état-major ou au ministère. Comment pouvait-il donc accepter une critique, même fondée, d'un obscur capitaine de l'infanterie coloniale ? Le colonel Lacheroy a dû s'apercevoir de la valeur de l'expérience et des réflexions de D. Galula, cependant il n'était pas en mesure d'accepter la moindre critique et la moindre contestation de ses théories, alors qu'il venait juste d'atteindre le sommet de sa carrière.

Le colonel Lacheroy aurait pu être un appui décisif à D. Galula en faisant connaître ses réflexions dans les écoles de formation initiale, les écoles d'application, l'Ecole de Guerre ou à l'état-major et aurait pu les

diffuser à tous les échelons par le biais des Cinquièmes bureaux. Il aurait pu mettre en relation D. Galula avec les medias français et révéler au grand public le « *Clausewitz du XX^{ème} siècle* » pour reprendre l'expression du général Petraeus. Si tout cela n'a pas eu lieu, c'est que C. Lacheroy a dû prendre conscience, en analysant les arguments de D. Galula, qu'il avait davantage à perdre qu'à gagner, lui dont la célébrité était arrivée à un tel point, qu'un éditorialiste du *Figaro* avait affirmé, selon les propos de C. Lacheroy, « *Maintenant, je sais, qui, un jour, sera le grand chef de l'armée française* ».

Trinquier, Argoud, Hogard, Némó et Lacheroy ont tous en commun d'avoir été des officiers des Troupes de Marine; de l'armée Coloniale. En cela ils ont bénéficié de la mémoire collective de l'arme, et c'est tout naturellement qu'ils ont subi l'influence, presque directe, de leurs anciens de la pacification coloniale, Lyautey et Gallieni.

3 Les origines

Si d'autres pays, comme l'Angleterre ou le Portugal, s'y sont essayés, l'aventure coloniale française reste un cas particulier qui vaut qu'on s'y attarde. Elle est un creuset de théorisation et d'action psychologique qui engendrera parmi les plus grands théoriciens.

L'expérience militaire coloniale française occupe une place à part dans l'histoire de la stratégie. Au XIXe siècle, l'empire colonial français se construit essentiellement grâce à l'initiative et aux efforts d'officiers locaux n'aspirant pas à la vie de garnison. Trois maréchaux, en bâtissant la France d'outre-mer, initient ainsi deux théories stratégiques et tactiques nouvelles. L'importance des idées et des enseignements du maréchal Bugeaud (1784-1849), du maréchal Gallieni (1849-1916) et du maréchal Lyautey (1854-1934) trouve sa justification dans leurs conquêtes et leurs écrits, mais aussi dans le rôle que les héritiers de leur pensée ont joué dans les guerres du XXe siècle. Il faut cependant attendre près d'un demi-siècle avant que les principes et méthodes de la guerre coloniale soient élaborés puis formellement acceptés. Différente de la guerre continentale par ses moyens - infériorité quantitative et méconnaissance de l'espace - la guerre coloniale l'est aussi dans son but. Il ne s'agit en effet pas d'anéantir l'adversaire, mais de le soumettre à moindres frais pour garantir une pacification permanente.

Nul mieux qu'Hubert Lyautey ne l'aura à cœur.

3.1 Hubert Lyautey (1854 – 1934)

Né en 1854 dans la haute bourgeoisie de Nancy, d'une famille à connections aristocratiques et convictions monarchistes, Hubert Lyautey sort de St Cyr en 1877 comme officier d'état-major, puis versé dans la cavalerie. Il est d'abord affecté en Algérie, puis en Indochine où il sert sous les ordres de Joseph Gallieni. La convergence de vue entre les deux hommes est immédiate. En 1897 il suit Gallieni à Madagascar. En 1899, Lyautey, chef d'état-major du général Gallieni, énonce les idées et les doctrines de la nouvelle école militaire coloniale dans un brillant article publié dans la Revue des deux mondes, « Du rôle social de l'officier ». En 1907 il part pour le



Hubert Lyautey

Maroc en vue d'y mettre fin à une insurrection. Il y démontrera toute l'étendue de son savoir-faire. Pendant la Première Guerre Mondiale il est brièvement nommé ministre de la guerre, mais démissionne très vite, incapable de faire entendre son désaccord sur l'offensive Nivelle. Après la guerre il retourne au Maroc dans le cadre de la guerre du Rif.

L'œuvre de Lyautey au Maroc est consubstantielle au contexte juridique qui est le cadre de son action : le Protectorat. Ce concept, découvert par la France à la fin du XIXe siècle en Tunisie, inspiré de l'*Indirect Rule* britannique, est essentiel pour appréhender le dessein de l'action de Lyautey au Maroc ainsi que ses ressorts : il ne s'agit pas pour la nation protectrice de conquérir un pays, encore moins de l'assimiler ou de l'annexer ; mais, en s'appuyant sur ses structures propres et les élites locales, et en exerçant en son nom les pouvoirs régaliens, il s'agit pour la « puissance protectrice » de contrôler son administration tout en confortant l'assise du pouvoir central en place : c'est ce qui est dénommé l'administration indirecte qui conserve à tous les échelons l'appareil administratif et judiciaire local, mais lui superpose ses représentants qui dépendent des Affaires étrangères. On retrouve cette approche dans les étapes 5 et 6 de D. Galula et les points 7, 8, 9 et 11 de D. Petraeus.

La personnalité de Lyautey n'est pas simple. Daniel Rivet le surnomme « un grand lord colonial de la III^{ème} République⁵⁴ ». En fait, Lyautey est un intellectuel en uniforme.

Son expérience algérienne lui fait voir ce qu'il ne faut pas faire. En effet « Elle est à ses yeux, le type achevé du rapprochement manqué, de la collaboration sans bon voisinage et de la confusion des principes⁵⁵ ». Comme plus tard les théoriciens de la contre-révolution, c'est en Annam et au Tonkin que Lyautey comprend que la solution réside dans la substitution de l'association à la subordination ; il faut restaurer l'autorité des gouvernements locaux traditionnels en utilisant les élites du pays et s'appuyer sur eux. En arrivant à Madagascar, il est définitivement convaincu que la colonie doit céder le pas au protectorat.

⁵⁴ Daniel Rivet, *Le Maroc de Lyautey à Mohamed V. Le double visage du Protectorat*, Paris, Denoël, 1999.

⁵⁵ « Gallieni à Madagascar et Lyautey au Maroc, deux œuvres de « pacification » complémentaires », *Cahiers de la recherche doctrinale*, Paris, CDEF, 2011.

Toute sa vie, à l'image du maréchal Bugeaud, Lyautey se montre un farouche opposant de la colonisation et de l'administration directes et, dans sa bouche, l'expression « algérianiser » s'apparente à un reproche grave et sans issue, à terme. S'il faut définir la politique poursuivie par Lyautey au Maroc, la solution réside probablement dans la recherche d'une certaine forme d'alliance entre le colonisateur français et les élites marocaines. Primauté de l'action politique et de l'organisation du milieu social, mobilisation, encadrement des populations par la fameuse organisation en marche, tous principes que Lyautey, élève de Gallieni, s'attache à reprendre et à développer.

Sous son impulsion, la machine gouvernementale marocaine semble fonctionner sans difficultés apparentes, spécialement après la guerre, grâce à son souci permanent de veiller au parfait équilibre des administrations françaises et marocaines. Mais clairvoyant, et en un certain sens, visionnaire, il discerne dès 1920 les dangers qui menacent : le 24 octobre 1920, il rend compte à Georges Leygues « d'un sérieux entretien avec le Sultan qui est très justement préoccupé et moi aussi, du mouvement Jeune Marocain qui commence à se dessiner⁵⁶ ».

Si l'importance des media est aujourd'hui évidente dans un contexte contre-insurrectionnel, et soulignée par le point numéro 18 de D. Kilcullen, H. Lyautey déjà en son temps identifie les origines dans la propagande des nouvelles d'Orient qui secouent le monde musulman, depuis la chute de la Sublime Porte, l'indépendance égyptienne, l'évolution des ambitions hachémites et les campagnes de presse de périodiques musulmans qui défendent l'idée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Lyautey estime la disparition du califat ottoman dramatique pour le monde islamique et juge la prise du pouvoir spirituel par une autre source un grave danger pour l'avenir. Dès 1920, sensible aux premières velléités nationalistes, Lyautey suggère que la métropole envisage un transfert complet de souveraineté, finalité naturelle de la phase transitoire du Protectorat. Cette date de 1920 marque une charnière dans l'action de Lyautey.

Il exprime clairement le fond de sa pensée sur cette question lors de la tenue d'un conseil de la politique indigène le 14 avril 1925 :

⁵⁶ Cité par le général Spillmann, *Du protectorat à l'indépendance*, Paris, Plon, 1967.

« Il est à prévoir, et je le crois comme une vérité historique, que dans un temps plus ou moins lointain, L'Afrique du nord, évoluée, civilisée, vivant de sa vie autonome, se détachera de la métropole. Il faut qu'à ce moment là – et ce doit être le but suprême de notre politique – cette séparation se fasse sans douleur et que les regards des indigènes continuent toujours à se tourner avec affection vers la France. A ces fins, il faut dès aujourd'hui nous faire aimer d'eux ; Je crois que nous y réussissons. En 1912, je me suis trouvé devant le vide absolu à Fès, les gens se détournaient, les portes se fermaient, on crachait à mon passage. Venant d'Oranie, où j'avais tant d'amis, cette impression fut atroce. Je me suis attelé, dès le premier jour, à briser ce mur ; cette politique d'attirance que j'ai voulue, et que mes collaborateurs ont faite par ma volonté, n'a pas été inefficace. Au bout de quelques semaines, les visages se sont détendus et les cœurs se sont ouverts. [...] Je leur ai démontré qu'avec le temps, qu'en dehors de moi, c'était l'esprit même du Protectorat. J'ai la conviction qu'il s'est dès lors créé un courant de sympathie entre la population marocaine et l'élément colonisateur et que ce courant me dépassera⁵⁷ ».

Ce serait un tort de penser que Lyautey a agi selon une doctrine existante et préétablie. Il a toujours refusé de reconnaître quelque légitimité que ce fût à toute idéologie et à toute doctrine. Homme d'action, il raisonne sur les données du moment et du milieu considéré. « Enfin, pour Lyautey, la pacification du Maroc n'est pas un problème réduit à sa dimension militaire, mais politique, de plus, étroitement lié au développement des infrastructures locales⁵⁸. »

Les différentes phases de son approche sont :

La restauration du Makhzen⁵⁹

En débarquant au Maroc, Lyautey est confronté à une tâche urgente : restaurer au plus tôt l'autorité et la légitimité du Makhzen. Il lui faut rendre à l'administration chérifienne sa force et sa crédibilité, assises de sa légitimité, tout en la contrôlant de manière assez étroite. Ce sera l'approche de T. Lawrence, reprise par D. Galula puis par D. Petraeus (Ne pas faire soi-même ce que l'on peut faire faire aux autres).

⁵⁷ Ibid

⁵⁸ « Gallieni à Madagascar et Lyautey au Maroc, deux œuvres de « pacification » complémentaires », *Cahiers de la recherche doctrinale*, Paris, CDEF, 2011.

⁵⁹ Ensemble de l'appareil gouvernemental marocain - ndla

La création du corps des Contrôleurs civils

Très rapidement, Lyautey cherche à s'entourer de collaborateurs civils, rompus à l'administration générale auxquels, outre les qualités d'intelligence et d'innovation, il demande un constant effort d'adaptation aux réalités et contingences locales et à leurs évolutions (Voir D. Petraeus point 13 et D. Kilcullen points 4, 7 et 23).

Le lancement de la pacification militaire

La France étant déjà implantée militairement sur la façade atlantique et dans l'est du pays, aux confins avec l'Oranie, dès son arrivée, Lyautey prend le parti de ne s'intéresser qu'au « Maroc utile » : la façade maritime et son hinterland. Comme au Tonkin et à Madagascar, Lyautey demeure fidèle, à sa conception de la « tache d'huile ». Il renforce graduellement les succès locaux en matière de pacification des tribus ralliées, les protège de l'influence et des razzias des insoumis par une ligne de postes protecteurs.

Mais Lyautey n'est pas seulement un grand administrateur et un chef militaire. Comme Bugeaud en Algérie, il est également un grand bâtisseur et le Maroc moderne lui doit beaucoup en termes d'urbanisme. Deux grandes idées forces ont guidé l'action de Lyautey en la matière : d'une part, ne pas porter atteinte à l'existant, les quartiers traditionnels qui doivent être conservés, d'autre part, séparer ces quartiers des réalisations modernes « à l'européenne ».

« La ville arabe, le quartier juif, je n'y touche pas, je nettoie, embellis, fournis de l'eau, l'électricité et j'évacue les eaux usées, c'est tout... Mais, en face, dans le bled, je bâtis une autre ville⁶⁰ ». Comme on le verra, cette posture est directement inspirée de T. Bugeaud et conduira à l'approche multi-agences et pangouvernementale de la COIN moderne.

Inachevée à son éviction du Maroc en 1925, la grande œuvre de H. Lyautey demeure la pacification du pays et, à cet égard, les principes qu'il pose et qui perdureront après lui. Le principe de base repose sur l'application de la « tache d'huile », l'outil en étant l'action du service des Affaires Indigènes, à partir de « grands postes » qui rayonnent ou de chapelets de «

⁶⁰ Rivet, op. cit.

petits postes » qui observent et renseignent, dans le cadre de « cercles », circonscription administrative de base, sous la responsabilité de l'officier des Affaires Indigènes, chef de cercle.

C'est dans ce cadre que s'applique la phrase imagée de Lyautey, souvent reprise et dont l'origine remonte à Gallieni à Madagascar :

« Tous les officiers savent s'emparer d'un village à l'aube ; moi, je veux des officiers qui sachent s'emparer d'un village à l'aube et y ouvrir le marché à midi ».

C'est en effet, comme nous allons le voir à présent, auprès de J. Gallieni, dont il aura été le disciple, que Lyautey a cherché son inspiration, d'abord au Tonkin, puis à Madagascar.

3.2 Joseph Gallieni (1849 – 1916)

Né en 1849 d'une famille italienne nouvellement immigrée en France, Joseph Gallieni sort de St Cyr en 1870, juste pour participer à la guerre franco-allemande au sein du 3^{ème} Régiment d'Infanterie de Marine. Après plusieurs séjours à La Réunion, au Sénégal, au Mali et en Martinique, il est affecté au Soudan où il mate la rébellion de Mamadou Lamine. En 1892 il part pour l'Indochine.



Joseph Gallieni

Gallieni est le symbole d'une nouvelle génération d'officiers de formation purement coloniale. Pendant les vingt premières années de ses campagnes, il acquiert une expérience riche et diverse. Mais c'est en 1892 que, nommé au Tonkin, il montre toute l'étendue de son talent après avoir obtenu d'étonnants résultats en matière de pacification et de développement : en quatre ans, il utilise ses moyens militaires moins pour guerroyer contre d'insaisissables « pirates », que pour réaliser une occupation progressive, ranimer la vie économique de cette zone frontalière et élever le niveau de vie de la population.

En septembre 1896 Gallieni est désigné pour rétablir l'ordre à Madagascar, en exerçant les doubles fonctions de Résident général et de Commandant supérieur, cumulant l'ensemble des pouvoirs civils et militaires. Il va remplir sa mission avec maîtrise, ténacité et persévérance. Ce sera l'œuvre de sa vie, le triomphe de sa « méthode coloniale ».

Lorsqu'il aborde la Grande Ile, la révolte gronde et l'insurrection a atteint les portes de la capitale. Il écrit : « Je dois l'avouer, je n'envisageais pas avec une entière gaîté de cœur les lourdes responsabilités que j'allais encourir. J'étais déjà passé par le Soudan et le Haut Tonkin et je connaissais par expérience les graves difficultés qu'offrent ces entreprises coloniales où il faut tout créer et se sortir d'affaire avec des ressources toujours insuffisantes⁶¹... »

Dans un premier temps il lui faut entreprendre la pacification du pays. Cette priorité donnée à l'action militaire ne se traduit pas pour autant par un accroissement de l'activité des colonnes qui pourchassent les rebelles. Comme en Indochine, Gallieni combine immédiatement les actions politique et militaire. Il développe l'outil lui permettant d'appliquer sa méthode, les « cercles militaires », structure qui a déjà été utilisée au nord du Tonkin et sur la frontière de Chine, placés sous l'autorité d'un officier supérieur qui concentre entre ses mains commandement militaire et autorité administrative et qui est individuellement choisi par le Résident général. Ces cercles demeureront le rouage essentiel de la pacification, même s'ils connaissent au fil du temps des évolutions successives leur permettant de s'adapter aux nouvelles conditions locales. On trouve dans cette organisation, mise sur pied de toutes pièces par Gallieni en quelques semaines, quelques principes d'organisation simples : centralisation de la conception de l'action à son seul niveau doublée d'une décentralisation complète de l'exécution, combinaison permanente de l'action politico-administrative et du commandement militaire par la réunion de tous les pouvoirs dans la main du seul militaire, respect des structures sociales existantes par une connaissance profonde du terrain, des mœurs et des coutumes locales.

Gallieni s'attache ensuite à mettre au pas l'administration malgache. Dès son arrivée, afin que ne subsiste aucun équivoque, il a réuni le gouvernement malgache pour lui confirmer que l'ère des flottements est révolue du côté français et que le double jeu des autorités hovas⁶² n'est plus admis. Cet appel demeure sans effet, et de nouvelles preuves de l'aide apportée aux rebelles continuent à être découvertes. Gallieni décide rapidement de passer aux actes et, pour frapper les esprits, de livrer les principaux coupables à la justice. Trois hauts personnages de la cour sont jugés et fusillés. Finalement, dans la nuit du 28 février 1897, par un acte d'une incroyable

⁶¹ Marc Michel, *Gallieni*, Paris, Fayard, 1989.

⁶² Ethnie aristocrate du centre – Prononcer « houve » - ndla

audace, il dépose la reine Ranavaloa et l'envoie en exil à la Réunion. Le dernier coup à l'intelligentsia locale est l'abolition de l'esclavage.

Mais pour Gallieni, la seule pacification ne constitue pas un but en elle-même : interprétant dans le sens le plus large les instructions gouvernementales reçues, il se donne pour mission une véritable tâche civilisatrice. Il s'agit d'une part de participer à l'amélioration des conditions de vie de la population et d'autre part de contribuer à favoriser l'évolution économique et sociale du pays par la mise en valeur des terres et l'ouverture de nouvelles voies de communication. Pour cela il lui faut étendre le quadrillage par « tache d'huile ». Les instructions données à ses subordonnés sont on ne peut plus claires : *« Ne gagner du terrain en avant qu'après avoir complètement organisé celui qu'on laisse derrière...L'action des colonnes doit demeurer l'exception. Elles doivent avoir un objectif bien net, irréductible par les moyens politiques ... Le soldat se montre d'abord un soldat, emblème de la force nécessaire pour en imposer aux populations encore insoumises, puis, la paix obtenue, il dépose les armes ... User de clémence et provoquer des soumissions volontaires ... Organiser les zones en arrière et y faire œuvre pacifique en rappelant les populations, en faisant reprendre les cultures, en ouvrant les marchés, en créant des écoles et enfin, en mettant les villages et les habitants à l'abri de nouvelles incursions⁶³ »*. Les cercles, devenus trop étendus, sont subdivisés en secteurs. Cette méthode de la « tache d'huile » sera la marque de Gallieni, heureusement reprise par son disciple Lyautey, et que l'on retrouve en Indochine et en Algérie, puis reprise par Galula, et aujourd'hui fondement de la COIN moderne.

Gallieni quitte Madagascar le 17 octobre 1905. Gabriel Hanotaux, ministre des Affaires étrangères, résume l'œuvre de Gallieni à Madagascar par cette phrase lapidaire : « Gallieni a reçu une forêt insurgée, il a rendu une colonie tranquille et prospère⁶⁴ ».

Dans ses Instructions du 22 mai 1898, Gallieni présente ses méthodes, appelées à servir de modèle pour des générations d'officiers coloniaux : *« Le meilleur moyen pour arriver à la pacification est d'employer l'action combinée de la force et de la politique. Toujours nous devons ménager le pays et les habitants, puisque celui-là est destiné à recevoir nos entreprises de*

⁶³ Colonel Lyet, *Gallieni, Joffre*, Paris, Revue Historique de l'Armée, 1963.

⁶⁴ Ibid

colonisation futures et que ceux-ci seront nos principaux agents et collaborateurs pour mener à bien nos entreprises. Chaque fois que les incidents de guerre obligent l'un de nos officiers coloniaux à agir contre un village ou un centre habité, il ne doit pas perdre de vue que son premier soin, la soumission des habitants obtenue, sera de reconstruire le village, d'y créer un marché, d'y établir une école. C'est de l'action combinée de la politique et de la force que doit résulter la pacification du pays et l'organisation à lui donner plus tard. L'action politique est de beaucoup la plus importante. Un pays n'est pas conquis et pacifié quand une opération militaire y a décimé les habitants et courbé toutes les têtes sous la terreur. Le premier effroi calmé, il germera dans la masse des ferments de révolte que les rancunes accumulées par l'action brutale de la force feront croître encore. Détruire n'est rien, reconstruire est plus difficile. »

Action combinée de la force et de la politique. C'est là que les théoriciens français, confrontés à Ho Chi Minh en Indochine iront chercher l'inspiration des méthodes qu'ils voudront mettre en œuvre en Algérie.

L'Algérie, c'est pourtant là que tout commence avec l'arrivée de Thomas Bugeaud.

3.3 Thomas Bugeaud (1784 – 1849)

Né en 1784 d'une riche famille aristocrate périgourdine, Thomas Bugeaud, cadet de treize enfants, s'engage dans les gardes impériaux à l'âge de 20 ans. Il est promu caporal à la bataille d'Austerlitz, sous-lieutenant à la bataille d'Iéna et lieutenant à la bataille de Pultusk. En 1808 il est engagé en Espagne dès les premiers jours de la révolte du « Dos de Mayo ». Il est promu capitaine au siège de Saragosse où, pour la première fois, il est confronté à la « guérilla ». Il combat en Espagne jusqu'en 1813 : sièges de Lérida, Tortose et Tarragone, et bataille d'Ordal. Il y acquiert l'expérience de la « petite guerre », faite de harcèlements, et si éloignée des batailles napoléoniennes dont il avait l'habitude.



Thomas Bugeaud

Après la chute de l'empire, Bugeaud se retire dans ses terres et entame une carrière politique. La monarchie de juillet lui offre l'occasion d'un retour en grâce et le promeut général. En 1836 il est

envoyé en Algérie pour combattre Abd-El-Kader et pacifier la région. Il obtient la signature du traité de Tafna et rentre en France où il exprime son désaccord quant à l'extension de la conquête de l'Algérie à laquelle il ne croit pas. C'est pourtant avec cette mission qu'il est envoyé une seconde fois en Algérie en 1940.

Dès son arrivée, Bugeaud décide d'appliquer les méthodes héritées de son expérience de la guérilla espagnole et de la lutte contre les partisans. Il comprend que la crainte inspirée par les troupes française aux populations locales leur vaut un prestige moral qui lui permet d'économiser ses forces matérielles. Il réduit le paquetage des soldats, troque les attelages pour des bêtes de somme et met l'artillerie à dos de mulet. Les troupes sont divisées en colonnes mobiles qui pourchassent les résistants algériens par une incessante offensive. Pour les affamer, il fait le vide devant eux, incendiant les villages et raflant les troupeaux. Pour lui, « le but n'est pas de courir après les Arabes, ce qui est fort inutile ; il est d'empêcher les Arabes de semer, de récolter, de pâturer, ... de jouir de leurs champs ... Allez tous les ans leur brûler leurs récoltes ..., ou bien exterminatez-les jusqu'au dernier ».

Interpelé au Parlement sur la brutalité de ses méthodes de « contre-guérilla », il répond : « Je considère que le respect des règles humanitaires fera que la guerre en Afrique risque de se prolonger indéfiniment ». Bugeaud tient à toujours associer l'armée à la colonisation « L'armée est tout en Afrique ... elle seule a détruit, elle seule peut édifier. Elle seule a conquis le sol, elle seule le fécondera par la culture et pourra par les grands travaux publics le préparer à recevoir une nombreuse population civile ». Il crée les « bureaux arabes » chargés de la colonisation agricole.

Bugeaud reste toute sa vie fidèle à sa devise *Ense et Aratro*, « par l'épée et par la charrue ». Il est le premier soldat du XIXe siècle à rejeter les enseignements stratégiques napoléoniens, à renouveler les méthodes romaines, tout en posant les fondements d'une école de pensée militaire qui allait s'épanouir au cours du demi-siècle suivant.

Si, après 1900, peu d'innovations importantes sont apportées aux idées exprimées par Lyautey dans son article « Du rôle colonial de l'armée », il reste évident que les officiers coloniaux français sont les premiers émules de la pacification par la conquête des cœurs et la stratégie

indirecte, toutes choses qui marqueront profondément l'Armée d'Afrique et seront largement reprises par la suite dans le cadre des opérations françaises d'action psychologique, qui elles-mêmes, à travers D. Galula, influenceront la COIN moderne.

4 Les causes

Les héros n'existent que par leur Némésis. L'école française de la guerre contre-révolutionnaire n'aurait jamais vécu son éclosion algérienne si elle n'avait connu les ferments du conflit indochinois et son inspiration communiste, maoïste et léniniste. C'est parce qu'ils ont dû affronter une nouvelle forme de conflit que ceux qui sont devenus les théoriciens de l'école française de contre-insurrection ont été obligés de réagir, de réfléchir et de s'adapter. Confrontés au Vietminh, des Argoud, Hogard et Trinquier sont allés chercher dans l'expérience coloniale de la pacification les éléments de théorie contre-révolutionnaire qui, à travers Galula, deviendra de la contre-insurrection. Il est de ce fait particulièrement important de comprendre les origines de la guerre révolutionnaire.

4.1 Ho Chi Minh (1890 – 1969)

En 1953, les Français du Corps expéditionnaire d'Extrême-Orient se battent depuis plus de sept ans pour reprendre le contrôle de l'Indochine contre la Ligue pour l'indépendance du Vietnam (Viet Nam Doc Lap Dong Minh Hoi, ou Vietminh). Alliance d'apparence nationaliste, le Vietminh est en fait dominée par les communistes et leur leader charismatique, Ho Chi Minh. Tout comme pour Mao, le chemin de Ho Chi Minh vers le pouvoir est préparé par les Japonais. Ceux-ci occupent l'Indochine en 1940. Le régime français de Vichy persiste jusqu'en 1945, mais le contrôle colonial est suffisamment affaibli dès 1941 pour permettre à Ho Chi Minh et quelques camarades de se faufiler dans le nord du Vietnam à travers la frontière chinoise. C'est la première fois depuis trente ans qu'il revient dans son pays natal. Né en 1890 dans le centre du Vietnam, Ho Chi Minh (celui qui éclaire) reste le plus connu de ses nombreux pseudonymes. Son père, mandarin dans l'administration du protectorat d'Annam, est démis de sa fonction par la puissance coloniale. Le jeune Ho Chi Minh restera marqué par cette expérience. Expulsé de l'école pour des activités anti-françaises, il quitte le pays en 1911. Après avoir navigué autour du monde, il s'installe en France et s'implique dans l'agitation anticoloniale. En 1920, il est présent à la fondation du Parti Communiste français. Trois ans plus tard, il s'installe à Moscou et travaille pour le Bureau d'Extrême-Orient de l'Internationale communiste.



Ho Chi Minh

Pendant vingt ans il sera agent du Komintern. Il aide à organiser le Parti Communiste indochinois à Hong Kong en 1930, ce qui lui vaut un an et demi dans une prison britannique. Stalinien accompli, il projette cependant une image de franchise et d'humilité qui fait de lui une figure populaire sous le nom de Bac Ho (Oncle Ho). Il ne sera jamais un hédoniste mégalomane comme Mao. De Pac Bo où il vit à partir de 1941, proche de la frontière chinoise, Ho Chi Minh et son petit groupe de disciples commencent à construire les bases de la guérilla et à organiser ce qui allait devenir l'Armée Populaire. En 1942, il retourna en Chine dans l'espoir d'obtenir plus de soutien. Au lieu de cela, il est emprisonné pendant dix-huit mois par le régime nationaliste. A son retour, il prend contact avec les américains. L'OSS lui fournit des armes et un soutien logistique. Il est décrit dans un rapport américain comme un « démocrate convaincu ». En fait, communiste et nationaliste déterminé, il use de ses contacts pour diviser le « camp capitaliste » et favoriser la création d'un état à parti unique, aligné sur le « bloc socialiste ». Il va même jusqu'à citer la déclaration d'indépendance américaine lors de l'annonce de la création de la république démocratique du Vietnam, le 2 septembre 1945, dans Hanoi désertée par les Japonais. Des élections ont bien lieu, mais les communistes confisquent les postes clés. Ho Chi Minh devient président et ministre des affaires étrangères. Une épuration commence, dans un « climat omniprésent de peur »⁶⁵. . En 1945 le Vietminh est chassé de Saigon par les français venus récupérer leur empire. Le Vietminh organise, sans succès, un soulèvement à Hanoi. Les français prennent le contrôle des grands centres urbains, mais négligent les campagnes ou vivent 24 millions de paysans. C'est au nord, dans la région de Viet Bac, que le Vietminh établit ses camps d'entraînement, casernes, écoles, et même usines d'armement. Le 7 Octobre 1947, la France lance une offensive majeure contre le Viet Bac. L'opération « Léa » commence avec le largage de 1.137 parachutistes. Ho Chi Minh réussit à s'échapper de justesse. Mais le harcèlement du Vietminh pousse les français à battre en retraite. Scénario qui se répètera souvent au cours des années suivantes. Ho Chi Minh expose sa stratégie à un journaliste américain : « Nous avons une arme tout aussi puissante que le canon le plus moderne : le nationalisme ! ». Il compare le conflit à venir à une « guerre entre un tigre et un éléphant ». « Si le tigre reste immobile, l'éléphant l'écrasera de ses puissantes défenses. Mais le tigre n'est pas immobile. Il se cache dans la jungle

⁶⁵ CIA, *The Viet Nam Government*, NARA/CREST, 1947.

le jour et sort la nuit. Il saute sur le dos de l'éléphant, lui arrache d'énormes morceaux de sa peau, puis fait un bond en arrière dans la jungle sombre. Et peu à peu, l'éléphant saigne à mort »⁶⁶.

Le tueur d'éléphant de Ho Chi Minh sera Vo Nguyen Giap. Bien que de vingt ans son cadet, les deux hommes ont beaucoup en commun. Contrairement à Mao ou Tito, ils ne sont pas issus du monde agricole, mais de la classe érudite, mais pauvre, des mandarins. Tous deux sont expulsés, de la même école, pour activités anti françaises. Ho Chi Minh est impressionné par l'intelligence et la détermination de son jeune disciple et, en dépit de son absence totale de formation, lui demande de prendre en charge les affaires militaires. Giap dira plus tard : « La seule académie militaire que j'ai connue a été la brousse ». Comme T.E. Lawrence, dont les œuvres sont son « évangile de combats », Giap est un soldat autodidacte de génie. Influencé par Napoléon, dont il connaît les campagnes par cœur, il est également très familier avec les guérillas historiques menées par les héros vietnamiens contre les envahisseurs chinois et mongols. Mais sa plus grande influence est incontestablement Mao Zedong, dont la stratégie, élaborée pour vaincre un adversaire intérieur, est utilisée avec succès pour lutter contre un ennemi étranger. Bien que le régime nationaliste auquel fait face Mao, a plus de légitimité que les Français ou les Américains, les adversaires de Giap présentent davantage de ressources et de compétences militaires. Il fait ainsi face à un défi non moins redoutable que celui de Mao et de ses officiers pendant la guerre civile chinoise. Comme Mao, Ho Chi Minh et Giap prévoient une lutte en trois étapes : une « guérilla localisée », puis une « guerre de mouvement », et enfin un « soulèvement général » ; lutte menée par une force à trois niveaux : une armée régulière, des milices régionales et une milice de village pour les actes de sabotage isolés, la recherche du renseignement et le soutien logistique. Ho Chi Minh et Giap empruntent également aux tactiques maoïstes lorsqu'ils envoient leurs cadres mobiliser les villages avec instruction de ne pas « se comporter avec arrogance » et même d'aider à la récolte du riz⁶⁷. Une fois la majorité des zones rurales conquises, les « collaborateurs » et les « propriétaires » sont éliminés. Les terres sont redistribuées aux paysans les plus pauvres, qui à leur tour sont soumis à l'impôt du Vietminh et à la conscription. Ces tactiques se révèlent très efficaces, sauf dans les villages peuplés de chrétiens ou de tribus hostiles comme les Méos ou les Thaïs. Ces montagnards seront plus tard

⁶⁶ William J. Duiker, *Ho Chi Minh – A life*, New York, Hyperion, 2000.

⁶⁷ Vo Nguyen Giap, *Unforgettable Days*, Hanoi, The Gioi Publishers, 2004.

organisés en unités irrégulières par un jeune officier français visionnaire, le commandant Roger Trinquier. La réaction française est brutale, et malheureusement souvent aveugle. Un stratège du Parti Communiste écrira : « Nous remercions les français pour nous avoir aidés à « Vietminhiser » le peuple vietnamien par leurs paroles et leurs actes⁶⁸ ». Après 1949, le Vietminh a accès aux camps d'entraînement chinois, aux armes et aux conseillers, y compris quelques-uns des généraux les plus rompus de Mao. La guérilla Vietminh se transforme en une armée, hétéroclite certes, mais dotée de sa propre artillerie. Il lui manquera une aviation, ce que Mao avait pu obtenir quelques années plus tôt avec l'aide des russes. Début 1951, la tâche d'arrêter Giap incombe à l'impérieux et exigeant général Jean de Lattre de Tassigny, qui avait autrefois servi sous Lyautey au Maroc et a été surnommé le « Mac Arthur français » par la presse américaine. Proclamant « Nous ne céderons pas un pouce de terrain », il rallie le corps expéditionnaire démoralisé et repousse l'assaut Vietminh. Le Vietminh doit revenir à une stratégie de guérilla ciblée. Les Français sont mal préparés à cette éventualité. Conscients de leur incapacité à contrôler la guérilla dans les villages, le commandement français cherche à attirer le Vietminh dans une bataille conventionnelle où la puissance de feu française pourrait l'emporter. C'est la décision fatidique, en 1953, de lancer l'opération « Castor » en établissant une base à Dien-Biên-Phu, à 300 Kms de Hanoi et accessible uniquement par voie aérienne. Après un siège de 55 jours et plus de 30.000 morts dans les deux camps, c'est la défaite française que l'on connaît et la conclusion de la guerre d'Indochine, face à son coût et à l'impopularité qu'elle rencontre en métropole. Une victoire de la guerre révolutionnaire maoïste face à l'inertie et à la lourdeur de la pensée conventionnelle. Ho Chi Minh était convaincu de la défaite inéluctable de ses ennemis. En 1946, il dit à un diplomate français : « Vous allez tuer dix de mes hommes, tandis que nous ne tuons qu'un des vôtres. Mais vous serez ceux qui finirez épuisés⁶⁹ ». A sa libération des camps de rééducation Vietminh, le commandant Marcel Bigeard dira : « Nous ferons mieux la prochaine fois ». Il ne se doutait pas que l'occasion lui serait donnée, rapidement, en Algérie. Il sera alors essentiel, pour ces futurs théoriciens de la contre-révolution, de comprendre un des fondements principaux de la guerre révolutionnaire qui est son aspect politique. Ho Chi Minh, directement inspiré de Mao Zedong, l'érige en principe, qui fera dire à Giap en 1989 : « L'armée française a été battue [en Indochine] parce qu'elle n'a pas fait assez de

⁶⁸ Truong Chinh, *Selected Writings*, Foreign Languages Publishing House, 1977.

⁶⁹ Jean Sainteny, *Au Vietnam face à Ho Chi Minh*, Paris, Seghers, 1970.

politique ». D. Galula le comprendra bien lorsqu'il écrira : « Bien qu'elle soit essentielle, l'action militaire est secondaire par rapport à l'action politique...Une guerre révolutionnaire est à 20% militaire et à 80% politique⁷⁰ », principe directement inspiré de Mao Zedong.

4.2 Mao Zedong (1893 – 1976)

Mao Zedong résume parfaitement bien la situation lorsqu'il dit que la Chine, au début des années 20, est « mi coloniale, mi féodale ». Cette situation avait déjà provoqué deux soulèvements infructueux qui avaient miné le système impérial : La révolte des Taiping en 1850-1864 et celle des Boxer en 1900. Mais c'est finalement une mutinerie militaire qui renverse la dynastie Mandchoue en 1911. Il n'en émerge aucun gouvernement durable. La Chine est divisée entre les seigneurs de la guerre régionaux, corrompus et prédateurs. La jeune génération a soif d'alternative. Elle rêve d'un régime qui offrirait à tous une vie meilleure et restaurerait la grandeur perdue de l'Empire Céleste.



Mao Zedong

C'est dans ces conditions qu'en juillet 1921, dans une école de fille de la rue Bourgeat dans la concession française de Shanghai, naît le Parti Communiste Chinois. Ils sont treize délégués, encadrés par deux européens de l'Internationale Communiste. Le jeune Mao Zedong y assiste. Il a vingt-sept ans.

Mao est né en 1893 dans la province agricole du Yunnan, troisième fils d'un riche fermier. Elevé de manière sévère et même brutale par un père autoritaire, le jeune Mao se rebelle très tôt. Il refuse de se préparer à une vie de fermier et se réfugie dans la lecture. Malgré leurs différences, son père consent à l'envoyer dans des écoles couteuses où le jeune Mao va se bâtir une « conscience politique ». Il est attiré par le « libéralisme, le réformisme démocratique, et le socialisme utopique », et déplore « l'ignorance et l'obscurantisme » de son pays. Inadapté à la vie militaire, méprisé par les intellectuels en raison de ses origines paysannes (il se vengera plus

⁷⁰ David Galula, *Contre-insurrection - Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008.

tard), Mao se lance dans l'activisme politique. Déjà conscient de l'importance des mots et des idées, il crée une librairie et fonde un journal, démontrant ses talents de propagande et d'organisation. Ces compétences, essentielles dans un cadre insurrectionnel, se révéleront primordiales lorsqu'il sera nommé secrétaire du Parti Communiste de la province de Hunan, en charge de l'organisation des syndicats.

Le parti communiste est si faible que les russes les obligent à s'allier au Kuomintang, le parti nationaliste nouvellement fondé par Sun Yat-Sen et bientôt dirigé par Chiang Kai-Shek. Mao est nommé directeur du département de la propagande. Mais communistes et nationalistes sont prêts à se trahir le moment voulu. Chiang Kai-Shek frappe le premier, le 12 avril 1927 en faisant assassiner les communistes de Shanghai. C'est le début d'une guerre civile qui durera 22 ans.

Le 1^{er} août 1927, l'Armée de Libération du Peuple est créée et va rejoindre Mao dans la région du Jiangxi où celui-ci a organisé une guérilla⁷¹. Comme instigateurs de la révolution, Mao y préfère les paysans au prolétariat. En 1927, il déclare que « tous les impérialistes, les seigneurs de la guerre, les fonctionnaires corrompus et les mauvais hobereaux rencontreront leur destin entre les mains des paysans », prédisant que le peuple des campagnes se soulèverait « avec la violence d'un ouragan⁷² ». Cet éloignement de l'orthodoxie marxiste qui, elle, favorise l'organisation politique parmi les travailleurs urbains, le fait expulser du Politburo pour « droitisme⁷³ ». Mais de l'avis de Mao, l'organisation d'une armée de paysans est essentielle au processus, car « le pouvoir est au bout du canon d'un fusil⁷⁴ ».

En compagnie de Zhu De, plus âgé mais avec une expérience militaire, Mao commence à formuler une stratégie de guérilla. Le cœur de la démarche est brillamment résumée dans une formule de seize caractères qui fait écho à Sun Tzu : « L'ennemi avance, nous reculons ; l'ennemi s'immobilise, nous le harcelons ; l'ennemi s'épuise, nous le frappons ; l'ennemi recule, nous le pourchassons⁷⁵ ». Conscient de l'importance de gagner la confiance des campagnes et le soutien des paysans, il aura cette célèbre formule : « Le révolutionnaire est dans le peuple comme un

⁷¹ Agnes Smedley, *The Great Road*, Monthly Review Press, 1956.

⁷² Tony Saich, *Governance and Politics of China*, Palgrave MacMillan, 2010.

⁷³ Edgar Snow, *Red Star Over China*, Random House, 1938.

⁷⁴ Mao Zedong, *Selected Military Writings*, Praetorian-Press, 2011.

⁷⁵ Ibid

poisson dans l'eau⁷⁶ ». Il invite les soldats à « remplacer toutes les portes lorsque vous quittez une maison » (les portes étant souvent détachés et utilisés comme lits), « à être courtois et poli », « à payer pour toutes les marchandises » et « à établir les latrines à une distance sécuritaire des maisons ». Les communistes se lancent dans un programme massif de redistribution des terres. Mao n'hésite pas à exiger, selon ses propres termes, le « massacre des propriétaires, des nobles despotiques ainsi que de leurs laquais⁷⁷ ».

En octobre 1934, après plusieurs offensives des nationalistes, aidés de conseillers militaires allemands, les communistes, forts de 86.000 soldats, décident de quitter la province de Jiangxi. Ce sera la légendaire « longue marche ». La Longue Marche est devenue tellement légendaire qu'il est difficile de savoir ce qui s'est réellement passé. L'historiographie communiste dépeint « une armée de héros risquant la mort par amour pour Marx et Mao ». Mais la démystification récente de Jung Chang et Jon Halliday, à travers leur biographie de Mao, va, elle, jusqu'à prétendre que la bataille la plus célèbre de la longue marche, au pont de Luding, est une « complète invention⁷⁸ ». Toujours est-il que, douze mois plus tard, après une marche de 6.500 Kms à travers 24 rivières et 18 montagnes, c'est à peine 4.000 hommes épuisés qui arrivent dans la province de Shaanxi, au nord-ouest de la Chine. Mao n'en prétend pas moins que « l'Armée de Libération du Peuple est devenu une force invincible ».

Mao sait, en chef de la guérilla intelligent, qu'il doit désormais exploiter la presse à ses propres fins. Mao Zedong avait déjà compris cette leçon lorsque, jeune agitateur, il avait fondé un journal. Comme leader incontesté du Parti Communiste de Chine, il déclenche une nouvelle arme puissante dans sa guerre de propagande contre le régime nationaliste : un jeune journaliste aventureux du Midwest américain nommé Edgar Snow.

Snow vit en Chine depuis 1928 et, bien que n'étant pas membre du parti, il est connu pour ses sympathies envers la cause communiste. Il apparaît à Mao comme un écrivain « bourgeois » mais « fiable », pour raconter l'histoire des communistes, comme ils veulent qu'elle le soit. Snow passe le blocus to Kuomintang et rencontre tous les dirigeants du parti communiste.

⁷⁶ Ibid

⁷⁷ Stuart Schram, *Mao's Road to Power*, Sharpe, 2004.

⁷⁸ Jung Chang et Jon Halliday, *Mao – The Unknown Story*, Vintage, 2007.

Quatre mois plus tard il retourne à Pékin et sort un livre qui attirera l'attention non seulement en Grande-Bretagne et en Amérique, où il est d'abord publié en 1937, mais également en Chine, où il est traduit. « *Red Star on China* », fera plus que n'importe quel autre livre de Pearl Buck pour façonner les esprits. Il offre aux occidentaux, et aussi à la plupart des chinois, les premiers récits de la Longue Marche. Grâce à la publication de « *Red Star ...* » les nouvelles recrues affluent de toutes les villes de la province.

Pendant cette période, Mao expose ses théories de la guerre révolutionnaire et de la lutte des classes. Le produit le plus célèbre de cette période est l'essai « De la guerre prolongée » qu'il écrit en 1938, en neuf jours. Il y écrit que « l'issue de la guerre dépend principalement de la guerre régulière » et « que la guérilla ne peut pas assumer la responsabilité principale. » Il soutient un modèle insurrectionnel en trois étapes. Tout d'abord, « l'offensive stratégique de l'ennemi et notre défensive stratégique ». Ensuite « la consolidation de l'ennemi stratégique et notre préparation pour la contre-offensive ». Enfin « notre contre-offensive stratégique et la retraite stratégique de l'ennemi ». Mao explique que dans la première étape « la forme de lutte que nous devrions adopter est une guerre essentiellement mobile, complétée par la guérilla et la guerre de position ». Dans la deuxième étape « notre forme de combat sera principalement la guérilla, complété par une guerre de mouvement ». Dans la troisième et dernière étape « la guerre mobile » sera la principale forme de lutte. Tout au long des deux premières étapes, Mao insiste sur l'importance des considérations politiques.

Il inscrit également la nécessité de forces de niveaux et de capacités différentes, à commencer par les « gardes rouges de canton », les « gardes rouges de districts », les « gardes rouges de comté », les troupes de l' « Armée Rouge locale », et enfin les troupes de l' « Armée Rouge régulière » qui seule peut entreprendre la guerre conventionnelle. On ne peut s'empêcher d'y voir le ferment des hiérarchies parallèles indochinoises, des recommandations tactiques de R. Trinquier et le point 22 de D. Kilcullen.

Impossible enfin de clore un chapitre sur l'influence de Mao sans citer « le petit livre rouge ». Publié en 1964 sous la direction de Lin Biao, ministre de la défense, c'est un recueil de citation de Mao Zedong, le « grand timonier ». Aujourd'hui considéré en Chine comme déviationniste de gauche, il reste le deuxième livre le plus vendu au monde après la Bible avec plus de 900 millions d'exemplaires.

Bien que l'influence la plus fréquemment citée sur le travail de Mao soit l'ancien Sun Tzu dont on retrouve les dimensions d'influence, non-cinétiques et politiques, il faut souligner les similitudes avec l'approche de Giuseppe Mazzini, le champion du nationalisme italien du XIX^e siècle, qui a inspiré Garibaldi et bien d'autres révolutionnaires.

Dans ses « Règles pour la conduite des guérillas », en 1832, Mazzini, comme Mao, envisage plusieurs étapes, depuis le harcèlement jusqu'à « la formation d'une armée nationale ». Comme Mao, Mazzini appelle à une centralisation de l'exécution, non pas par un politburo, un terme qui n'existait pas encore, mais par un « centre d'action » qui sonne étrangement similaire. Comme Mao, il exige des combattants révolutionnaires d'être scrupuleux dans leurs relations avec la population dont le soutien est vital, insistant sur la discipline la plus rigoureuse, le respect pour les femmes, pour les biens et les droits des individus. On retrouve même chez Mazzini un schéma tactique étrangement semblable : « Le groupe doit être prêt à l'assaut quand l'ennemi pense à sa retraite, et prêt de se retirer quand l'ennemi est prêt à résister⁷⁹ ». Ces similitudes soulignent le fait que les théories de Mao ne sont peut-être pas non plus totalement originales, mais le fruit de la maturation d'idées antérieures. Les idées maoïstes vont cependant directement influencer nombres de mouvements nationalistes et révolutionnaires dans le monde, à commencer par l'Indochine, mais aussi l'Algérie et la Corée du Nord.

Mais Mao lui-même n'aura été que le vecteur asiatique des idées révolutionnaires venues d'Europe centrale.

⁷⁹ Stefano Recchia et Nadia urbinati, *A Cosmopolitanism of Nations, Giuseppe Mazzini's writings on Democracy*, Princeton university Press, 2009.

5 Aux sources philosophiques de la pensée révolutionnaire

Mao Zedong mène à son terme la première véritable guerre révolutionnaire d'inspiration communiste. Il se réfère en cela aux doctrines marxistes-léninistes, faisant suite à la révolution russe de 1917. Si Lénine (1870 – 1924) est un



Karl Marx

disciple de Karl Marx (1818 – 1883), on sait que le jeune Marx a été influencé à ses débuts par la lecture de Hegel (1770 – 1831). Ce n'est pas un hasard et c'est bien là un élément à prendre en compte pour

appréhender correctement les racines philosophiques de la guerre révolutionnaire. Or Hegel était un familier des penseurs grecs de l'antiquité. Et ces derniers avaient une vision dynamique et violente du devenir humain. L'histoire n'est pas figée, elle est en perpétuelle devenir. Le monde est le lieu d'affrontement des

puissances. Hegel puis Marx vont s'en souvenir et leurs œuvres ne se comprennent réellement que si l'on connaît les sources mêmes qui les ont inspirés.

Contrairement à ce que l'approche classique de la Grèce antique a trop souvent voulu faire croire, la philosophie ne se réduit pas à la seule dialectique socratique et à de lénifiants échanges. Il

existe de très nombreuses autres sources d'inspiration, peu ou mal connues, qui ont pourtant pour mérite d'avoir été reprises au cours des siècles par une grande variété de philosophes, au premier rang desquels Hegel. On a regroupé sous la dénomination de « Présocratiques » - aussi vague que facile - ces auteurs dont nous ne conservons parfois que des fragments. La « bible » en la matière est la recension réalisée à l'aube du XX^{ème} siècle par les philologues allemands Hermann Diels et Walther

Kranz⁸⁰. Les visions et systèmes de plus d'une centaine d'auteurs, véritables pères fondateurs de la pensée occidentale, y sont exposés. Certains de ces auteurs vont exercer une influence déterminante sur les penseurs de l'Allemagne moderne comme Hegel bien sûr, mais aussi Nietzsche et plus tard Heidegger. Des figures aussi illustres qu'Empédocle ou Héraclite



Lénine



Hegel

⁸⁰ Jean-Paul Dumont, *Les Présocratiques*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1988.

demeurent ainsi des référents dont la portée politique ne peut être ignorée. Les concepts d'affrontement perpétuel ou d'éternel retour ont des implications politiques très claires. Quand Héraclite (535 BC – 475 BC) affirme ainsi que la guerre (Polemos) est le père et la mère de



Héraclite

toutes choses ; des uns elle a fait des dieux, des autres des esclaves, et que simultanément il affirme que nous nous baignons et ne nous baignons pas dans le même fleuve, il inscrit ainsi sa perception du monde dans une affirmation de l'affrontement des puissances comme moteur même du monde. Si pour Marx, l'histoire du monde se confond avec celle de la lutte des classes, il y a là un écho très fort de la perception présocratique qui se retrouve chez Héraclite que et bien

d'autres présocratiques. Ces auteurs ont marqué Hegel et donc indirectement Marx. Tout système n'existe que par un rapport de puissance. Nul système n'est légitime en soi, il n'est en réalité que le fruit de l'affrontement des volontés. Les déterminants économiques sont prioritaires chez Marx, mais le schéma politique qui va être le sien trouve ses linéaments dans ces conceptions antiques. L'autorité n'est ni naturelle ni divine. Ce ne sont là que des justifications apparentes produites par la superstructure. En réalité, selon Marx, c'est dans les rapports de production et la confrontation permanente qu'il faut chercher les racines du jeu politique. Or, si l'on essaye de saisir dans sa plénitude la logique intime de la guerre révolutionnaire – où les idées jouent un rôle déterminant - on doit nécessairement se pencher sur l'héritage de ces écoles antiques. Outre Héraclite, on peut ainsi se référer à Antiphon et Critias. Et pour l'héritage socratique, deux noms suffiront : Platon et Xénophon.

Le concept de lutte des classes qui effraye tant les monarchies et les républiques européennes du monde industriel naissant constitue un élément-clé de la guerre révolutionnaire. Il s'agit de faire bouger l'échiquier en jouant ouvertement sur les oppositions. Comme le soulignera plus tard très justement le juriste et politologue Carl Schmitt⁸¹, la désignation de l'ennemi constitue le fondement même du politique. En optant pour le schéma de la lutte des classes comme moteur de l'histoire, Marx chemine sur les brisées de Hegel (même s'il s'en défendra ensuite). Surtout, il remet au goût du jour, dans un contexte socio-économique, le concept ouvert en occident pour la

⁸¹ Carl Schmitt, *La notion de politique*, Paris, Flammarion, 1932 ; et *La théorie du partisan*, Paris, Flammarion, 1962.

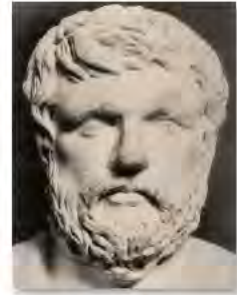
première fois par Héraclite, selon lequel « l'opposé est utile, et des choses différentes naît la plus belle harmonie »⁸². La guerre et l'expression de la puissance sont vues comme sources de toutes choses. Cette volonté d'affrontement peut être justifiée par des systèmes philosophiques finement élaborés. Et tous les coups sont permis pour faire triompher ses idées dans une configuration asymétrique du faible au fort. Deux exemples très clairs nous sont fournis par les coups d'Etat aristocratiques qui surviennent à Athènes dans les dernières années de la Guerre du Péloponnèse (431-404 av. notre ère). En 411, le parti aristocratique veut en finir avec la guerre. Se réclamant de l'autorité des grands anciens, de Dracon à Solon, le sophiste Antiphon, l'un des plus grands penseurs de l'Athènes de l'époque, conduit le coup d'Etat. Auteur d'une œuvre polymorphe considérable, il met la maîtrise de tous ses arts au service de la révolution aristocratique. Néanmoins, le coup d'Etat des Quatre Cents échoue. Antiphon est condamné à boire la cigüe. Quelques années plus tard, en 404, nouvelle expérience révolutionnaire de la part du parti aristocratique pour tenter de reprendre le pouvoir à Athènes. A la tête du coup d'Etat, on trouve Critias, apparenté à Platon. Le coup d'Etat échoue de nouveau et Critias y laisse sa vie. Mais si l'on examine avec attention son parcours et son œuvre, on remarque à quel point elle est révolutionnaire, ne serait-ce que parce que Critias apparaît comme l'un des précurseurs de l'athéisme moderne. Rupture dans les modes de pensée, rupture dans le mode d'action politique, rupture dans la praxis de la violence, tout est cohérent même si le succès n'est pas au bout du chemin. Platon ne s'y trompe pas qui donne le nom de Critias à l'un de ses dialogues destiné à une fabuleuse destinée, puisque c'est dans le Critias que naît le mythe de l'Atlantide. Le Critias est un dialogue politique d'une grande puissance.

Chez la plupart des intellectuels antiques, on observe d'ailleurs un engagement semblable. Le rôle des idées est un élément-clé dans la vie de la Cité. La force de la pensée prime sur le nombre. Héraclite avoue très clairement qu'à ses yeux "un seul en vaut pour moi dix mille, s'il excelle."⁸³ Quant à Platon, il explique sans ambages dans sa République que c'est seulement dans les rangs des guerriers que pourra surgir le philosophe-roi destiné à présider aux destinées de la Cité. Autre disciple de Socrate, Xénophon (431 BC – 365 BC) est sans doute l'exemple le plus abouti de l'homme de guerre également philosophe. Juste après la fin de la guerre du

⁸² Fragment 8, cf. Dumont, op. cit.

⁸³ Ibid, fragment 49

Péloponnèse, Xénophon s'engage comme mercenaire en Asie mineure. Il va vivre une fantastique expérience dont le récit traversera les siècles : l'Anabase. Mais loin de se borner à être un homme de guerre et un stratège de génie, Xénophon va mettre son savoir et son expérience au service de la pensée et des techniques. Bien que ses qualités soient aujourd'hui peu connues, il faut rappeler que, outre le fait d'être un historien irremplaçable (c'est lui qui nous a laissés les écrits permettant de comprendre la fin de la guerre du Péloponnèse et d'apparaître ainsi comme le successeur de Thucydide), Xénophon est, entre autres, l'auteur du premier traité de sciences économiques et du premier traité de fiscalité en occident⁸⁴. Ces différents exemples montrent qu'il existe dès l'origine un lien puissant et structurant entre le monde des idées et l'univers de la guerre. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'immense majorité des intellectuels de l'Athènes classique ont été des "laconisants", autrement dit des admirateurs de la cité guerrière par excellence, à savoir Sparte⁸⁵. En ces temps de guerre civile, on observe ainsi que les plus grands penseurs de la Grèce antique sont totalement engagés dans le combat politique, et que le rôle des idées – et de tout ce que nous appelons aujourd'hui le *soft power* – est déterminant dans le cadre d'affrontements politiques et de guerres asymétriques.



Xenophon

Jusqu'à une époque extrêmement récente, l'histoire de la pensée européenne est d'ailleurs constamment marquée par l'action de ces philosophes illustres qui sont également des hommes de guerre. Les lignées néoplatoniciennes sont à cet égard exemplaires. Que l'on songe d'abord à Plotin, le plus illustre des néoplatoniciens. Au troisième siècle de notre ère, Plotin quitte Alexandrie et les enseignements de son maître Ammonius Sakkas pour s'engager comme mercenaire et découvrir les systèmes philosophiques des Perses et des Hindous. De retour en occident, il laisse une œuvre prolifique, au sommet de laquelle on trouve les Ennéades, tout en jouant un rôle extrêmement actif sur le plan politique auprès de l'empereur Galien. Plus près de nous, à l'autre extrémité du spectre des penseurs néoplatoniciens, on trouve des figures absolument fascinantes dans la haute aristocratie de la Renaissance italienne. Un exemple parmi

⁸⁴ Xénophon, *Œuvres complètes*, Paris, Flammarion, 1967.

⁸⁵ Voir en particulier François Ollier, *Le mirage spartiate – étude sur l'idéalisme de Sparte dans l'Antiquité grecque*, Paris, Belles Lettres, 1943, et Eugen Napoleon Tigerstedt, *The Legend of Sparta in Classical Antiquity*, Stockholm, Almqvist and Wicksell, 1974.

tant d'autres : Sigismond Malatesta, dit le loup de Rimini. Si l'on sait qu'il fut un terrible chef de guerre du XV^{ème} siècle, d'un génie et d'une audace incroyable, on sait moins qu'il fut un fin connaisseur des œuvres des grands platoniciens, se servant à l'occasion de leurs raisonnements pour engager des manœuvres tactiques et stratégiques d'une grande subtilité. L'un de ses coups d'éclat les plus époustouflants fut de pénétrer à la tête de ses troupes d'élite dans le Péloponnèse alors occupé par les Turcs pour aller récupérer à Mistra, près de Sparte, le sarcophage de celui qui fut son maître à penser, le néoplatonicien Georges Gémiste Pléthon. On peut encore voir ce sarcophage à l'extérieur d'une église de Rimini qui ressemble d'ailleurs davantage à un temple grec qu'à un lieu de culte chrétien... Lui aussi quasiment inconnu des modernes, Pléthon (1355 – 1452) fut cependant l'un des philosophes majeurs de la Renaissance italienne. Fasciné par Sparte, il a consacré une grande partie de son œuvre à des questions politiques, fondant ses analyses et ses projets sur l'étude méticuleuse de l'antique Lacédémone. Se servant du mythe spartiate comme un levier pour ses projets politiques, Pléthon a été à son tour l'un des inspirateurs majeurs des plus grands princes et penseurs de la Renaissance italienne⁸⁶.



Gémiste Pléthon

Et l'on pourrait ainsi multiplier les exemples. Que l'on songe à Descartes, s'engageant comme mercenaire et participant aux combats terribles de la guerre de Trente ans tout en commençant ses premières méditations métaphysiques qui allaient connaître le succès que l'on sait. Encore plus près de nous, prenons l'exemple d'Abimael Guzman, professeur de philosophie à l'université d'Ayacucho et fondateur en 1970 du mouvement révolutionnaire Sentier Lumineux. De fait, notre monde moderne distingue très nettement l'action de la réflexion, comme s'il ne jugeait pas possible que l'on soit à la fois homme de réflexion et homme d'action. Or, l'examen attentif des guerres asymétriques ou des affrontements révolutionnaires montre qu'il existe au contraire une symbiose permanente entre action et réflexion. L'intérêt de cette analyse se trouve conforté aujourd'hui par l'utilisation conjointe des *hard* et *soft powers*. Influence et contre-influence sont des paramètres essentiels de la guerre révolutionnaire. C'est là que la perception de la guerre des idées (et donc des représentations) comme la compréhension des rouages des sciences humaines jouent pleinement leur rôle.

⁸⁶ François Masai, *Pléthon et le platonisme de Mistra*, Paris, Belles Lettres, 1956.

6 Synthèse

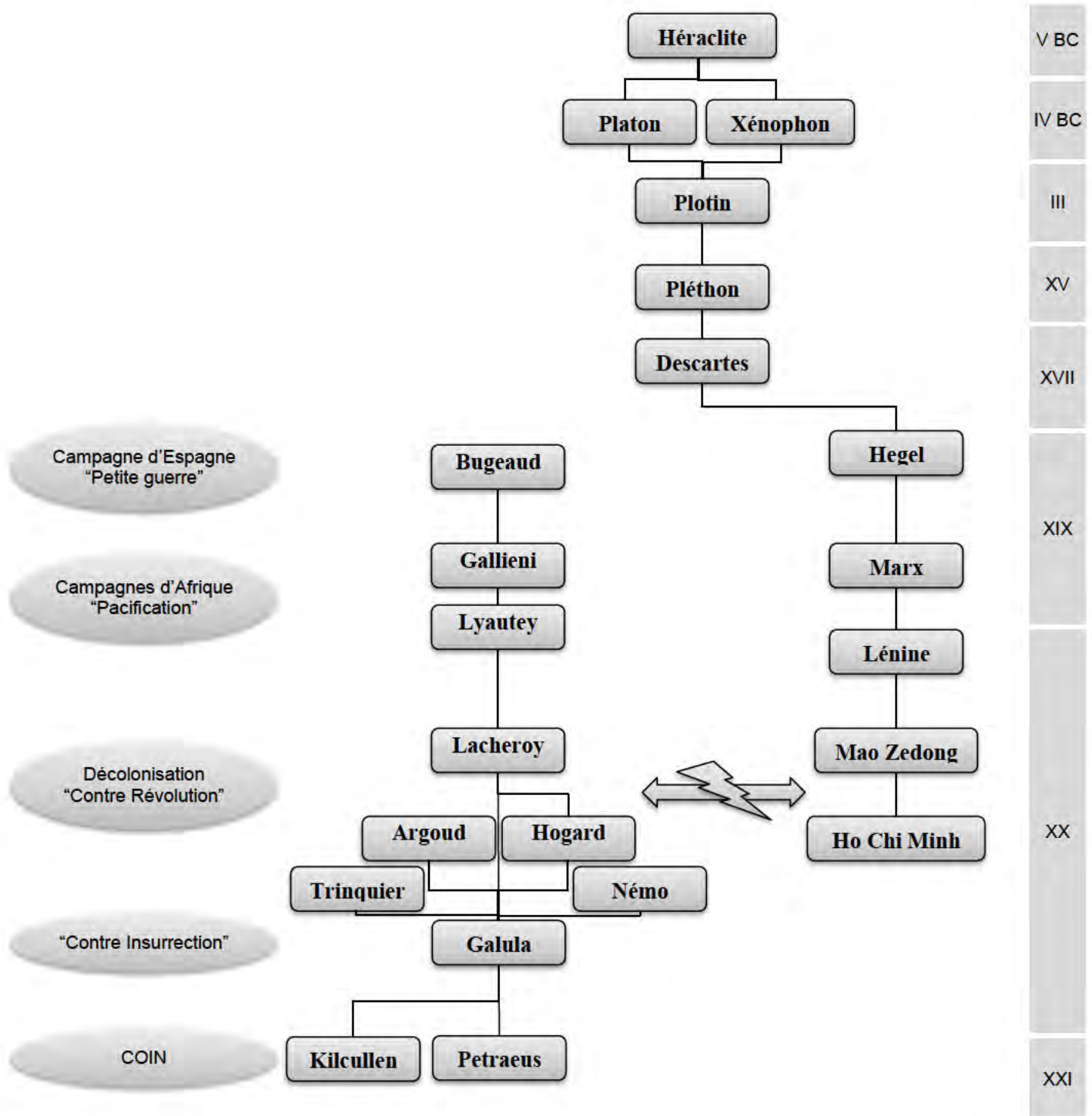
Ce court voyage dans le temps nous aura permis une remontée aux sources de la pensée contre-insurrectionnelle. Si aujourd'hui les théoriciens modernes que sont D. Petraeus et D. Kilcullen se réfèrent ouvertement à D. Galula, il est permis de penser que D. Galula lui-même avait été influencé par une école de pensée. On s'aperçoit en fait que D. Galula, non seulement se trouve être le « passeur » de l'école française de guerre contre-révolutionnaire outre atlantique, mais est aussi le point focal de tout un courant de pensée, initié dès le début du XIX^e siècle. Ainsi il est possible de remonter historiquement à T. Bugeaud, le premier qui, confronté à la « guérilla » espagnole, se trouve contraint de sortir du carcan de l'engagement de type napoléonien.

Deux zones géographiques ont eu un rôle majeur dans l'évolution de ces idées : l'Extrême Orient et l'Afrique du Nord. C'est en Algérie que Bugeaud développe son approche coloniale, et c'est au Tonkin puis au Maroc que Gallieni d'abord, Lyautey ensuite développeront leur doctrine de pacification. Ces expériences uniques, incomparables et hors du commun, seront le terreau sur lequel poussera le ferment de la guerre contre-révolutionnaire, en Indochine, puis en Algérie.

Dans ce contexte, David Galula a identifié et théorisé divers aspects majeurs de la contre-insurrection, aujourd'hui repris dans le cadre de la COIN moderne :

- Concentration de forces en vue de disperser l'insurrection. Ce principe a été soutenu par Trinquier, Argoud et Lacheroy, et largement mis en œuvre par Bugeaud et Gallieni.
- Sécuriser le terrain reconquis avant de passer à la zone suivante. C'est le fameux principe de la « tache d'huile » cher à Gallieni et repris par tous, sans exception.
- Forcer la population à choisir son camp et l'impliquer dans le retour à l'ordre. Ce principe majeur, c'est probablement Hogard qui l'aura le mieux exploité, mais avant lui Lyautey qui l'aura le mieux défendu.
- Surtout, c'est l'aspect politique de la contre-insurrection que Galula développe comme facteur différenciant. Moins bien compris par Trinquier, bien plus par Lacheroy, et complètement maîtrisé en leur temps par Bugeaud et Gallieni, c'est un des aspects que la COIN moderne a encore du mal à intégrer. Pourtant, nous l'avons vu en étudiant les origines de la guerre révolutionnaire, par le bouche même de Giap : « La guerre révolutionnaire est à 80% politique ».

Évolution de la pensée contre-insurrectionnelle



Conclusion

Nous avons vu que, si D. Galula a su focaliser l'attention et l'intérêt des stratèges de la contre-insurrection moderne, il est en fait la cristallisation d'une longue lignée de pensée dont l'« école française » aura été le catalyseur.

Il aura fallu, en Espagne en 1808, les premiers affrontements du faible contre le fort, pour forcer les militaires à penser en dehors du cadre de la bataille napoléonienne, de l'affrontement conventionnel. Forcés de « penser autrement », pour reprendre l'expression du général Desportes, les stratèges, tacticiens et théoriciens se sont posé la question de savoir ce qu'il fallait faire pour résoudre la difficile équation imposée par l'insurgé ou le révolutionnaire. Bien sûr, il y a la « méthode forte », la brutalité pure et dure telle qu'elle a été appliquée par le gouvernement algérien, et en ce moment par le gouvernement syrien. Difficile à mettre en œuvre au sein d'une démocratie occidentale.

Un peu à la manière de la littérature « business » avec ses « 7 clés pour devenir riche » et « 9 habitudes des grands décideurs », chacun y est récemment allé de sa méthode en 7, 12 et même 24 points. Mais y a-t-il une méthode ? Y a-t-il une règle en X points, une doctrine contre-insurrectionnelles, une recette infailible qui permettrait, à tous coups, de vaincre celui qui, plus faible physiquement, tente d'imposer sa volonté par la voie de la guerre révolutionnaire ? Il est permis de penser que si une telle règle existait, nous le saurions probablement. En fait il est tentant de se rapprocher du maréchal Lyautey, qui a toujours refusé les règles, méthodes et doctrines. Il a toujours prôné l'adaptation au contexte, au milieu. D. Galula lui-même l'a perçu, reprochant aux théoriciens du moment d'appliquer la doctrine des « hiérarchies parallèles » indochinoises en Algérie, alors que le contexte ne s'y prêtait pas.

Certains ont bien tenté de résumer l'ensemble par le raccourci : « gagner les cœurs et les esprits ». Ce n'est pas faux et c'est assez bien trouvé. Mais « gagner les cœurs et les esprits » est devenu un concept presque mythique. S'appuyant sur un seul véritable succès, l'insurrection communiste malaise dans les années 1950, cette idée, désormais institutionnalisée, s'avère difficile à mettre en place au XXI^{ème} siècle, malgré ses avantages évidents et reconnus. Le concept est né de la nécessité de légitimer l'usage de la force au sein des populations, lorsque la destruction de l'ennemi n'apparaît pas comme une raison nécessaire et suffisante pour une

intervention armée. L'objectif est de rallier la population tout en obtenant la reconnaissance de l'autorité du gouvernement local. Il est mis en œuvre à différents niveaux, de l'acceptation forcée de la soumission à l'acceptation passive de la tolérance. Les forces de contre-insurrection naturellement menacent, intimident et dissuadent l'adversaire. Mais elles ont encore plus à gagner si elles parviennent à inspirer le respect de la population.

Au cours des conflits modernes, en Afghanistan et en Irak, on a pu s'apercevoir que l'enjeu est plus la mobilisation des masses et le contrôle des réseaux sociaux, plutôt que la volonté d'imposer une légitimité territoriale. La mobilisation des masses et contrôle des esprits peuvent être atteints, selon les théories anti-insurrectionnelles d'aujourd'hui, par un mélange proportionné d'incitation et de contrainte. La population devient à la fois comme le but et le moyens de la manœuvre contre-insurrectionnelle.

L'objectif largement reconnu est de protéger et de servir la population, dont le soutien est indispensable lors de la phase de stabilisation. Dans une approche plus ambitieuse, l'objectif est le contrôle du "terrain social". Cette approche suscite de nombreuses protestations au sein des démocraties occidentales, au nom du droit et des valeurs morales. Alors que certains opposants considèrent toujours la conquête des «cœurs et des esprits» comme une approche idéaliste ou trompeuse, qui dissimule en fait la véritable mission militaire, des critiques encore plus féroces considèrent que les actions civilo-militaires et les actions psychologiques sont prétextes à des actions coercitives, entachée d'un soupçon de néocolonialisme.

Les doctrines américaines, britanniques et françaises, qui font toutes références aux principes de contre-insurrection traditionnels, convergent depuis le milieu des années 2000 vers une approche centrée sur la population et la promotion des actions civilo-militaires. De légères différences existent, bien sûr, comme on l'a vu en Afghanistan : pour comprendre et « gagner les cœurs et les esprits », les américains, ayant trouvé les limites de l'application brutale de la force, déploient désormais des équipes d'anthropologues en kaki, essayant de renforcer le capital social, alors que britanniques et français, avec des moyens plus limités, encouragent le dialogue avec les tribus et limitent les possibilités d'affrontement.

La contre-insurrection a besoin d'une histoire à raconter. La soumission des « indigènes » aux européens « civilisés » était l'état final recherché des campagnes de « pacification » de l'époque

coloniale. Au cours du siècle dernier, l'Amérique et ses alliés se sont déployés en Afghanistan sous mandat de l'ONU et bannière de l'OTAN, et ont cherché à imposer leur vision d'un ordre international dans la lutte contre le terrorisme et la promotion des droits de l'homme et de la démocratie. Leur communication stratégique, qui englobe de nombreux aspects, se refuse à utiliser une ligne narrative qui pourrait être perçue comme impérialiste et met plutôt en avant le partenariat avec la nation afghane. Dans un contexte sécuritaire difficile, et sans solution militaire en vue, la population se trouve de facto le centre de gravité et l'enjeu de la lutte entre les insurgés et les loyalistes. Les perceptions de la population, dont la coopération est essentielle pour mettre fin au conflit, doivent être prises en considération, tout comme l'opinion publique des pays contributeurs, également réticents à maintenir leur présence.

On ne peut manquer d'observer que toutes les doctrines proposées sont « contre » - contre-insurrection, contre-terrorisme, contre-révolution – mettant toujours l'acteur dans une situation réactive de gestion de crise. Comprendra-t-on un jour que la meilleure façon de gérer une crise est de la prévenir ? Cela ne peut se faire que dans une gestion à long terme.

Au final, que reste-t-il de tout cela ? Simplement du bon sens et une rectitude morale. C'est ce qu'ont fait en leurs temps Bugeaud, Gallieni et Lyautey. L'erreur aura été d'avoir voulu codifier leurs actions afin de la reproduire. Mais leur action n'était pas reproductible. Seules leurs intentions le sont.

Sur le tombeau de Lyautey, aux Invalides, il est écrit :

« Être de ceux auxquels les hommes croient
dans les yeux desquels des milliers d'yeux cherchent l'ordre
à la voix desquels des routes s'ouvrent
des pays se peuplent des villes surgissent »

Il n'y a pas de méthode pour cela. Seulement un cœur et une âme.

Bibliographie

- Aron, Raymond. Penser la guerre, Clausewitz (Paris : Gallimard 1976)
- Berthoz, Alain. La Décision (Paris : Odile Jacob, 2003)
- Boot, Max. Invisible armies (New York : Norton, 2013)
- Chaliand, Gérard. Stratégies de la guérilla : de la longue marche à nos jours (Paris : Payot, 1979)
- Chauvancy François. La stratégie d'influence par la maîtrise de l'information, dossier spécial CASOAR, n°52, 1er trimestre 1999.
- Clausewitz, Carl von. On War (Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1976)
- Delmas, Claude. Que-sais-je N° 826 : La guerre révolutionnaire (Paris : PUF 1959)
- Desportes, Vincent. La guerre probable (Paris : Economica, 2007)
- Galula, David. Contre-insurrection - Théorie et pratique (Paris : Economica, 2008)
- Galula, David. Pacification in Algeria, 1956-1958 (Praeger, 1963)
- de la Grange, Arnaud et Jean-Marc Balencie. Les guerres bâtardes (Paris : Tempus, 2008)
- Kilcullen, David. Twenty-Eight Articles: Fundamentals of Company-Level Counterinsurgency (in Military Review, 2006)
- Lawrence, Thomas. Guérilla dans le désert (Paris : Complexe, 1992)
- Lawrence, Thomas. The Seven Pillars of Wisdom (Bernard Shaw, 1926)
- Le Bon, Gustave. Psychologie des foules (Paris : PUF, 1895)
- Mathias, Gregor. David Galula (Paris : Economica, 2012)
- Megret Maurice. Que-sais-je N° 713 : La guerre psychologique (Paris : PUF, 1956)

- Petraeus, David. Learning Counter-Insurgency: Observations from Soldiering in Irak (in Military Review, 2006)
- Racouchot, Bruno. Communication et Influence. Hors-série. Juin 2009
- Robin, Marie-Monique. Escadrons de la Mort, l'école française (La Découverte, 2004)
- Selznik, Philip. The Organizational Weapon: A Study of Bolshevik Strategy and Tactics (McGraw Hill, 1952)
- Sun Tzu, L'art de la guerre
- Trinquier, Roger. La Guerre moderne (Paris: La Table ronde, 1961)
- Van Creveld, Martin. The Transformation of War (New York: The Free Press, 1991)
- Villatoux, Paul. La guerre psychologique des origines à nos jours (Paris : L'esprit du livre, 2008)
- Wolf Jr., Charles. Insurgency and Counter Insurgency: New Myths and Old Realities (Rand, 1965)
- Xénophon, Œuvres complètes (Paris : Flammarion, 1967).